

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber CSPO, durch Diego Wellig
Gegenstand PKWAL angeschlossene Institutionen – Finanzierung des
Kompensationssystems!
Datum 10.09.2019
Nummer 1.0314

Aktualität des Ereignisses

PKWAL angeschlossene Institutionen - Finanzierung des Kompensationssystems!

Die bevorzugte Absicht der Angaben über die Kosten der Strukturreform der Institution muss bis am 31. Oktober 2019 mit einem Formular der PKWAL mitgeteilt werden, wobei es sich um Beiträge in Millionenhöhe handeln kann, je nach Grösse der Institution.

Die nachfolgenden 3 Absichten stehen zur Auswahl:

1. Der Arbeitgeber wird die Kompensationsbeiträge nicht übernehmen.
2. Der Arbeitgeber wird die Kompensationsbeiträge übernehmen – in CHF.
3. Der Arbeitgeber wird die Versicherungsvereinbarung kündigen.

Unvorhersehbarkeit

Es konnte nicht angenommen werden, dass die Institutionen, welche auch bei der PKWAL angeschlossen sind, nicht mit den gleichen Konditionen wie das Staatspersonal behandelt werden.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Da es sich um sehr hohe Beträge handelt und das Budget der Institutionen in diesem Monat gemacht werden, ist eine kompetente und klärende Antwort des Staatsrats dringlich notwendig und unumgänglich.

Die der PKWAL angeschlossenen Institutionen werden gebeten, ihre Absichten im Rahmen der vorgesehenen Strukturreform per 31. Oktober 2019 anzugeben. Insbesondere geht es darum, ob sie die Kompensationsbeträge übernehmen oder nicht, um die Kürzung der projizierten Renten ihres Personals zu begrenzen.

Schlussfolgerung

Welche Massnahmen sieht der Staatsrat vor, damit die angeschlossenen Institutionen ihren Mitarbeitern die gleichen Kompensationen gewähren können wie dem Staatspersonal?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur CSPO, par Diego Wellig
Objet Institutions affiliées à la CPVAL – financement du système de compensation
Date 10.09.2019
Numéro 1.0314

Actualité de l'événement

Institutions affiliées à la CPVAL – financement du système de compensation!

L'intention privilégiée concernant les coûts de la réforme structurelle de l'institution doit être communiquée à l'aide d'un formulaire de la CPVAL jusqu'au 31 octobre 2019, sachant que les montants peuvent se chiffrer en millions de francs, selon la taille de l'institution.

Les 3 solutions suivantes sont à choix:

1. L'employeur n'assumera pas les montants compensatoires.
2. L'employeur assumera les montants compensatoires – en CHF.
3. L'employeur résiliera la convention d'assurance.

Imprévisibilité

On ne pouvait pas prévoir que les institutions qui sont également affiliées à la CPVAL ne seraient pas traitées aux mêmes conditions que le personnel de l'Etat.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Dès lors qu'il s'agit de montants très élevés et que les institutions établissent leur budget durant ce mois, une réponse claire et compétente du Conseil d'Etat est urgemment nécessaire et primordiale.

Les institutions affiliées à la CPVAL sont priées de communiquer d'ici au 31 octobre 2019 leurs intentions dans le cadre de la réforme structurelle prévue. Il s'agit notamment de savoir si elles assument ou non les montants compensatoires, afin de limiter la diminution des rentes projetées de leur personnel.

Conclusion

Quelles mesures le Conseil d'Etat prévoit-il afin que les institutions affiliées puissent garantir à leurs collaborateurs les mêmes compensations que le personnel de l'Etat?

POSTULAT URGENT

Auteur Grégory Logean, UDC, Blaise Carron, AdG/LA, et David Crettenand, PLR
Objet Concurrence déloyale: pratiques douteuses d'acteurs publics
Date 10.09.2019
Numéro 1.0315

Actualité de l'événement

Ce type de contracting thermique tel que décrit dans le postulat est récent et vient d'être porté à notre connaissance par des entreprises qui y ont été récemment confrontées. En effet, les PME locales doivent actuellement faire face à une nouvelle forme de concurrence déloyale.

Imprévisibilité

Il est totalement imprévisible de voir des acteurs publics se livrer à une telle pratique, celle d'assurer le financement des installations de production de chaleur et la coordination de l'ensemble des corps de métiers avec comme contrepartie le paiement d'une taxe annuelle sur la puissance de l'installation de chaleur et un prix de l'énergie consommée pour la chaleur de 14.5 centimes le kWh, soit le double du prix normalement facturé!

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Les PME locales doivent actuellement faire face à cette concurrence déloyale et certaines PME perdent de précieux mandats. Aussi, il s'agit d'éviter que la pratique initiée par le distributeur concerné ne soit reprise par d'autres distributeurs du canton avant d'en avoir examiné la légalité et d'établir des règles pour encadrer les modèles de contracting proposés par des entreprises en main de collectivités publiques.

Domotique, isolation, chauffage, sanitaire, ventilation: les solutions globales de gestion d'énergie dans la construction sont en pleine expansion. Alors que leur métier historique fait face à un environnement délicat, les grands producteurs d'électricité font une large percée dans la technique du bâtiment. BKW a dépassé en 2016 la barre des 500 millions de francs de chiffre d'affaires dans le secteur des services. De son côté, Romande Energie vise les 100 millions à l'horizon 2020. Quant au Groupe E, on estime que ses revenus annuels liés aux services dépassent les 150 millions.

Or, voilà qu'aujourd'hui certains distributeurs valaisans s'engouffrent également dans la brèche avec des procédés dont la légalité se doit d'être vérifiée. A titre d'exemple concret, un distributeur valaisan se propose «d'assurer le financement des installations de production de chaleur et la coordination de l'ensemble des corps de métiers». La contrepartie exigée sur une durée de... 25 ans: le paiement d'une taxe annuelle sur la puissance de l'installation de chaleur et un prix de l'énergie consommée pour la chaleur de 14.5 centimes le kWh soit le double du prix normalement facturé ! (à titre d'information, le tarif «normal» dudit distributeur se situe entre 5.5 et 7.7 centimes le kWh).

Or, en sa qualité de distributeur d'énergie électrique, la société incriminée dispose de clients captifs dans sa zone de desserte. Profitant de cet avantage monopolistique, elle concurrence directement les PME actives dans des secteurs privés. A cet effet, il sied de préciser que, dans les contrats proposés aux clients, ladite société tente d'imposer le fournisseur de système de chauffage en favorisant une entreprise que le distributeur a racheté en 2018. Ainsi, cette concurrence déloyale met en péril le tissu des PME valaisannes et le lien social qu'elles génèrent dans le travail, la formation ou le sponsoring.

Autres victimes collatérales de ces pratiques discutables: les propriétaires résidents et les locataires qui se voient contraints de payer l'énergie au prix fort, soit le double du tarif normal!

Cette situation doit nous interpeller lorsque l'on sait que la société citée précédemment est une entreprise essentiellement en mains publiques et que son Conseil d'administration réunit les représentants des communes actionnaires. Les 15 communes sur lesquelles est implanté le réseau électrique dudit groupe se répartissent 80% des actions, le solde appartenant aux Forces Motrices Valaisannes (FMV).

Conclusion

Dès lors, le présent postulat demande au Conseil d'Etat:

- d'examiner la légalité des modèles de contracting «thermique» et «énergétique» proposés par certains distributeurs valaisans
- d'établir des règles pour encadrer les modèles de contracting proposés par des entreprises en main de collectivités publiques afin de garantir une saine concurrence entre les différents acteurs du marché.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber Grégory Logean, UDC, Blaise Carron, AdG/LA, und David Crettenand, PLR
Gegenstand Unlauterer Wettbewerb: zweifelhaftes Vorgehen staatlicher Akteure
Datum 10.09.2019
Nummer 1.0315

Aktualität des Ereignisses

Die im Postulat beschriebene Art von Wärmecontracting ist neu und wurde von Unternehmen, die in jüngster Zeit damit konfrontiert waren, an uns herangetragen. Die lokalen KMU haben es diesbezüglich mit einer neuen Form unlauteren Wettbewerbs zu tun.

Unvorhersehbarkeit

Es war absolut unvorhersehbar, dass staatliche Akteure so handeln und die Finanzierung von Heizanlagen sowie die Koordinierung der beteiligten Handwerker gewährleisten würden, indem sie als Gegenleistung eine jährliche Gebühr auf der Grundlage der Heizleistung der Anlage und einen Preis für den verbrauchten Strom in Höhe von 14,5 Rappen pro kWh (d. h. doppelt so viel wie normalerweise in Rechnung gestellt wird!) verlangen.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die lokalen KMU müssen mit diesem unlauteren Wettbewerb zurechtkommen, wobei einige von ihnen dadurch wertvolle Aufträge verlieren. Es muss verhindert werden, dass die vom betroffenen Energieunternehmen eingeführte Praxis von anderen Anbietern im Kanton übernommen wird, bevor ihre Rechtmässigkeit überprüft und Regeln für diese von Unternehmen der öffentlichen Hand angebotenen Contractingmodelle aufgestellt wurden.

Haustechnik, Isolation, Heiztechnik, sanitäre Anlagen, Lüftungstechnik: Die Lösungen für das globale Energiemanagement im Baubereich sind im Aufwind. Da sie sich in ihrem angestammten Geschäftsbereich mit einem schwierigen Umfeld konfrontiert sehen, suchen sich die grossen Stromproduzenten ein Standbein in der Gebäudetechnik. Die BKW hat 2016 die Marke von 500 Millionen Franken Umsatz im Dienstleistungsbereich überschritten. Romande Energie will ihrerseits ihren Umsatz bis 2020 auf 100 Millionen Franken steigern. Bei der Groupe E dürfte der Jahresumsatz im Dienstleistungsbereich 150 Millionen Franken übersteigen.

Nun wollen auch gewisse Walliser Anbieter auf diesen Zug aufspringen, jedoch mit Vorgehensweisen, deren Rechtmässigkeit nicht erwiesen ist. Ein konkretes Beispiel: Ein Walliser Anbieter schlägt vor, die Finanzierung der Heizanlage sowie die Koordinierung der beteiligten Handwerker zu gewährleisten. Als Gegenleistung verlangt er während ... 25 Jahren die Zahlung einer jährlichen Gebühr auf der Grundlage der Heizleistung der Anlage und einen Preis für den verbrauchten Strom in Höhe von 14,5 Rappen pro kWh, was dem Doppelten des normalerweise in Rechnung gestellten Preises entspricht! (Zur Information: Der «Normaltarif» des besagten Anbieters liegt zwischen 5,5 und 7,7 Rappen pro kWh.)

Als Stromverteiler verfügt die beschuldigte Gesellschaft in ihrem Netzgebiet über gebundene Kunden. Sie profitiert von dieser Monopolstellung und steht somit in direkter Konkurrenz zu den im privaten Sektor tätigen KMUs. In diesem Zusammenhang sei auch darauf hingewiesen, dass die genannte Gesellschaft versucht, ihre Kundinnen und Kunden im Rahmen ihrer Verträge an einen Heizsystemanbieter zu binden, und dadurch ein Unternehmen zu begünstigen, das von ihr 2018 aufgekauft wurde. Dieser unlautere Wettbewerb gefährdet die Walliser KMUs und ihre gesellschaftliche Funktion, die sie bezüglich Arbeitsplätze, Ausbildung oder Sponsoring einnehmen.

Weitere Opfer dieser fragwürdigen Praktiken sind Eigentümer in ihren eigenen vier Wänden und Mieter, die dazu gezwungen werden, die Energie teurer, bis hin zum doppelten Preis, zu beziehen!

Diese Situation ist beunruhigend, da sich die genannte Gesellschaft mehrheitlich in öffentlicher Hand befindet und sich ihr Verwaltungsrat aus Vertreterinnen und Vertretern der Aktionärgemeinden zusammensetzt. Die 15 Gemeinden, die durch das Stromnetz der besagten Gruppe versorgt werden, besitzen 80 % der Aktien, der Rest gehört den Forces Motrices Valaisannes (FMV).

Schlussfolgerung

Mit dem vorliegenden Postulat wird der Staatsrat aufgefordert:

- die Rechtmässigkeit der von gewissen Walliser Verteilern angebotenen Wärme- und Energie-Contractingmodelle zu prüfen
- Regeln für die von Unternehmen der öffentlichen Hand angebotenen Contractingmodelle aufzustellen, um eine gesunde Konkurrenz zwischen den verschiedenen Akteuren auf dem Markt zu gewährleisten

POSTULAT URGENT

Auteur PLR, par Marcel Delasoie
Objet Pour un AIMP conforme à la LMP
Date 10.09.2019
Numéro 3.0487

Actualité de l'événement

La DTAP (Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement) a engagé cet été la révision de l'AIMP sans consultation

Imprévisibilité

Rien ne pouvait laisser envisager que suite au vote du parlement fédéral de la loi sur les marchés publics (LMP) en juin, la DTAP décide d'aller si hâtivement en besogne

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La DTAP s'apprête à procéder à l'adoption du nouvel AIMP dans les semaines qui viennent

La DTAP souhaite que l'AIMP prenne le contrepied de la LMP s'agissant de l'obligation de respecter les conditions sociales du lieu d'exécution de la prestation. La DTAP propose à la place de reprendre la proposition du Conseil fédéral de 2017, refusée par le Parlement, et de ne rendre obligatoire que le respect des conditions de travail valable «en Suisse». Cette question constitue une priorité pour les milieux de la construction et le fait que la LMP finalement adoptée oblige les entreprises externes à respecter les conditions locales était primordial.

Par ailleurs, s'agissant des seuils pour les marchés non soumis aux traités internationaux, il est nécessaire qu'ils soient revus à la hausse et unifiés pour tous les cantons.

Conclusion

Nous demandons à ce que le Conseil d'Etat réagisse et exige que l'AIMP:

- s'en tienne au texte de la LMP s'agissant du respect des conditions de travail au lieux d'exécution des travaux;
- fixe des seuils plus élevés pour les marchés non soumis aux traités internationaux et que ces derniers soient unifiés pour tous les cantons suisses signataires de l'AIMP.

Le Conseil d'Etat conditionnera son adhésion à l'AIMP à l'adoption par la DTAP des deux exigences ci-dessus.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber PLR, durch Marcel Delasoie
Gegenstand Für eine IVöB im Einklang mit dem BöB
Datum 10.09.2019
Nummer 3.0487

Aktualität des Ereignisses

Die Schweizerische Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) hat diesen Sommer die Revision der Interkantonalen Vereinbarung über das öffentliche Beschaffungswesen (IVöB) ohne vorgängige Vernehmlassung an die Hand genommen.

Unvorhersehbarkeit

Nichts liess erahnen, dass die BPUK im Anschluss an die Verabschiedung des Bundesgesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) durch das Parlament im Juni derart überstürzt handeln würde.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die BPUK will die neue IVöB in den kommenden Wochen verabschieden.

Die BPUK möchte, dass die IVöB in Sachen Verpflichtung zur Einhaltung der am Ort der Arbeitsausführung geltenden Sozialbedingungen diametral vom BöB abweicht. Konkret schlägt die BPUK vor, den vom Parlament 2017 abgelehnten Vorschlag des Bundesrates zu übernehmen und nur die Einhaltung der «in der Schweiz» geltenden Arbeitsbedingungen vorzuschreiben. Diese Frage stellt eine Priorität für das Baugewerbe dar und die Tatsache, dass das schlussendlich verabschiedete BöB die auswärtigen Unternehmen zur Einhaltung der lokalen Bedingungen verpflichtet, ist von grundlegender Bedeutung.

Überdies müssen die Schwellenwerte für Aufträge, die nicht den internationalen Verträgen unterstellt sind, angehoben und für alle Kantone vereinheitlicht werden.

Schlussfolgerung

Der Staatsrat muss reagieren und verlangen, dass die IVöB:

- im Einklang mit dem BöB steht, was die Einhaltung der Arbeitsbedingungen am Ort der Arbeitsausführung anbelangt;
- höhere und für alle Unterzeichnerkantone der IVöB einheitliche Schwellenwerte für Aufträge vorsieht, die nicht den internationalen Verträgen unterstellt sind.

Der Staatsrat wird den Beitritt zur IVöB von der Erfüllung der beiden obigen Anforderungen durch die BPUK abhängig machen.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber CVPO, durch Urs Juon und Aron Pfammatter, und CSPO, durch Stefan Lorenz (Suppl.)
Gegenstand Moratorium bei der Schliessung von Poststellen im Kanton Wallis
Datum 10.09.2019
Nummer 3.0488

Aktualität des Ereignisses

Für die kommenden Monate sind im gesamten Kanton Wallis weitere Schliessungen von Poststellen angekündigt oder geplant.

Unvorhersehbarkeit

Die betroffenen Regionen und Gemeinden haben in den letzten Monaten viel Energie in ihren Kampf gegen die Schliessungen der Poststellen gesteckt und den sogenannten Dialog mit der Post-Netzentwicklung geführt. Die bereits erfolgten oder anstehenden Schliessungs-Entscheide zeigen, dass der Post die Interessen der Regionen und Gemeinden gleichgültig sind. Sie setzt sich einfach darüber hinweg. Die Dialog-Verfahren sind eine Farce, die Entscheide stehen vorgängig fest.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Der Staatsrat muss sich vor die von Poststellen-Schliessungen betroffenen Regionen und Gemeinden stellen und den Service Public entschiedener verteidigen.

Der Grosse Rat des Kantons Bern hat im Juni 2019 einen parlamentarischen Vorstoss mit dem Titel «Moratorium bei der Schliessung von Poststellen im Kanton Wallis» entgegen der Empfehlung seines Regierungsrates angenommen.

In verschiedenen weiteren Kantonen laufen Anstrengungen zum Erhalt des Service Public in den Randregionen und zum Stoppen des rücksichtslosen Vorgehens der Post. Denn mittlerweile betrifft der Abbau nicht mehr nur die Poststellen in den kleinen Dörfern, sondern die wichtigen regionalen Post-Dienstleistungszentren. Es ist nicht nachvollziehbar, dass die Post kein Konzept findet, um diese Zentren langfristig attraktiv für die Kundschaft zu gestalten und so auch die Bindung der Bevölkerung zur Post als Institution aufrecht zu erhalten und zu stärken.

Auch das Wallis hat im Februar 2017 eine Standesinitiative eingereicht. Der Kanton Jura hat den Wortlaut der Walliser Standesinitiative übernommen und ergänzt. Seine Standesinitiative wurde im Mai 2018 vom Ständerat angenommen, im Oktober 2018 fand sie ebenfalls in der eidg. Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen des Nationalrats eine Mehrheit.

Die Post hat seit der Annahme dieser Standesinitiative auf eine Stellungnahme verzichtet und führt ihre Poststellenschliessungspolitik unbeirrt weiter.

Schlussfolgerung

Der Staatsrat wird beauftragt, abgestimmt unter den Kantonen mit Nachdruck beim Bund zu intervenieren, damit dieser die Post bei der Schliessung von Poststellen im Kanton Wallis zu einem Moratorium zwingt, solange unter anderem die 2018 von der Bundesversammlung überwiesene jurassische Standesinitiative nicht umgesetzt ist und die weiteren laufenden Standesinitiativen nicht behandelt sind.

POSTULAT URGENT

Auteur CVPO, par Urs Juon et Aron Pfammatter, et CSPO, par Stefan Lorenz (suppl.)
Objet Moratoire sur la fermeture des offices de poste dans le canton du Valais
Date 10.09.2019
Numéro 3.0488

Actualité de l'événement

De nouvelles fermetures d'offices de poste sont prévues ou annoncées pour les mois à venir dans l'ensemble du canton du Valais.

Imprévisibilité

Au cours des derniers mois, les régions et les communes concernées se sont beaucoup investies dans leur combat contre la fermeture des offices de poste et dans le pseudo dialogue avec le développement du réseau de la Poste. Les décisions de fermeture qui sont en suspens ou qui ont déjà été effectuées montrent que la Poste ne se préoccupe pas des intérêts des régions et des communes. Elle n'en tient tout simplement pas compte. Les procédures de négociation sont une farce, les décisions étant prises à l'avance.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le Conseil d'Etat doit prendre fait et cause pour les régions et communes touchées par la fermeture des offices de poste et s'engager de manière plus résolue dans la défense du service public.

En juin 2019, le Grand Conseil du Canton de Berne a accepté une intervention parlementaire intitulée «Moratoire sur la fermeture d'offices de poste dans le canton», allant ainsi à l'encontre de la recommandation de son conseiller d'Etat.

La mobilisation touche plusieurs autres cantons: elle vise à maintenir le service public dans les régions périphériques et mettre un terme aux procédés brutaux de la Poste. Car entretemps, la suppression ne se limite plus aux offices de poste dans les petits villages mais touche aussi les grands centres de services de poste régionaux. Il est inconcevable que la Poste ne parvienne pas à mettre en œuvre un concept permettant de rendre ces centres attractifs à long terme pour la clientèle et, par là même, de maintenir et renforcer le lien entre la population et la Poste en tant qu'institution.

En Valais également, une initiative cantonale a été déposée en février 2017. Le Canton du Jura a repris le texte de l'initiative valaisanne et l'a étoffé. Acceptée par le Conseil des Etats, son initiative a aussi réuni une majorité auprès de la Commission fédérale des transports et télécommunication du Conseil national en octobre 2018.

Depuis l'acceptation de cette initiative cantonale, la Poste a renoncé à prendre position et poursuit inexorablement sa politique de fermeture des offices de poste.

Conclusion

Le Conseil d'Etat est prié d'intervenir fermement et en coordination avec les autres cantons auprès de la Confédération afin que celle-ci impose à la Poste un moratoire sur la fermeture des offices de poste dans le Canton du Valais, tant que l'initiative cantonale jurassienne de transmission en 2018 par l'Assemblée fédérale ne sera pas mise en œuvre et que les autres initiatives cantonales en cours n'auront pas été traitées.

POSTULAT URGENT

Auteur AdG/LA, par Emmanuel Amoos, Valentin Aymon (suppl.), Raymond Borgeat et Gilbert Truffer
Objet SPM: «La machine est grippée.»
Date 10.09.2019
Numéro 4.0382

Actualité de l'événement

Le retard du SPM a été annoncé lundi matin à la Radio.

Imprévisibilité

Il n'était pas prévisible d'apprendre qu'à l'approche de la saison d'hiver, le SPM accuserait un retard d'environ 4 à 6 mois sur les permis de séjour.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La saison d'hiver arrive, et nombre d'acteurs touristiques ont besoin d'une réaction immédiate et efficace du Canton pour ne pas laisser des salariés et des entreprises dans une illégalité forcée.

Depuis plusieurs mois, la tension autour des permis de travail est palpable et les attentes des offices de la population communales grandissantes.

Un retard de plus en plus inquiétant est constaté et, les entreprises comme les travailleurs étrangers, en souffrent. Difficiles pour le saisonnier de pouvoir travailler en toute l'égalité quand sa demande de permis prend six mois à être prononcée pour une durée de travail de quatre mois ; ou lorsque le patron, avant de pouvoir attaquer sa saison de restauration en plein hiver en station, se retrouve avec trois employés sans permis de travail, alors que les démarches pour les obtenir ont été entreprises trois mois auparavant ?

Cela a également des impacts sur l'obtention d'un compte salaire, de prestations sociales ou voir même pour obtenir un logement ou une assurance maladie !

Le constat du conseiller d'Etat en charge du SPM est clair: «La machine est grippée.»

Pour soigner ce refroidissement automnal, il faudra des mesures efficaces. Le chef de service annonce l'engagement de 1,6 EPT en octobre puis en novembre. Mais l'engagement de 0,8 EPT début octobre et 0,8 EPT au début novembre suffiront-ils à compenser les 3 personnes qui ont été déplacées de la production des permis à l'instruction des dossiers? On peut en douter.

Il est nécessaire que le SPM se dote de plus de collaborateurs compétents. Entendez par là des personnes formées pour cela et non pas des stagiaires comme à l'accoutumée. Non pas que cela soit scandaleux, mais le temps pour les former aura un impact sur le retard déjà faramineux du SPM.

Le chef du service a signifié lors de l'AG de l'AVPCH que son service traiterait en priorité les permis L, ce qui va encore pénaliser les titulaires des permis B et C.

De plus, les procédures et le mode de fonctionnement du SPM est à revoir. Si les travaux actuels dans le bâtiment du Service sont un mal nécessaire, il paraîtrait qu'on y trouverait encore un abécédaire et que pour ne rien arranger, certains dossiers se perdraient.

De manière plus général, il semblerait que les services liés à la population accusent des retards inquiétants (impôts à la source des permis B, Caisse de compensation...). Il semble en effet incontestable que si la population croît, le nombre d'EPT est lui resté plutôt stables dans ses services ces dernières années, en excluant les engagements temporaires.

Enfin, bien que 80% des travailleurs soient de l'UE et ne deviennent pas criminels du jour au lendemain, comme se plaît à le rappeler Monsieur Favre, cela ne doit pas empêcher notre Ministre de garantir que toute personne qui a besoin d'un permis de travail pour travailler puisse l'obtenir dans un délai raisonnable.

Conclusion

C'est pour cela que les postulants demandent au DSIS de:

- Analyser l'opportunité de la mise en postulation rapide des EPT qualifiées nécessaires au bon fonctionnement du SPM afin de ne plus mettre notamment les OP, entreprises et salariés dans l'embarras, et ce sur le long terme.
- Etudier une simplification des procédures pour les permis saisonniers.
- Etudier toute amélioration possible logistique pour permettre au SPM de gagner en efficacité.
- Communiquer au plus vite sur le délai raisonnable d'une démarche liée à l'obtention d'un permis de travail afin de rassurer les acteurs économiques locaux sur les délais à anticiper.
- Examiner les retards accusés par les institutions liées à la population et pouvant souffrir de son augmentation et de l'augmentation de la masse de dossiers à traiter afin de proposer des mesures similaires.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber AdG/LA, durch Emmanuel Amoos, Valentin Aymon (Suppl.), Raymond Borgeat und Gilbert Truffer
Gegenstand DBM: «Sand im Getriebe»
Datum 10.09.2019
Nummer 4.0382

Aktualität des Ereignisses

Der Verzug bei der Dienststelle für Bevölkerung und Migration (DBM) wurde am Montagmorgen im Radio angekündigt.

Unvorhersehbarkeit

Es war nicht vorhersehbar, dass die DBM kurz vor der Wintersaison mit der Behandlung der Aufenthaltsbewilligungen 4 bis 6 Monate im Verzug sein würde.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Wintersaison steht vor der Tür und zahlreiche Tourismusakteure brauchen eine umgehende und effiziente Reaktion des Kantons, damit die Arbeitnehmenden und Unternehmen nicht länger in eine illegale Situation gedrängt werden.

Seit mehreren Monaten sind die Spannungen im Bereich der Arbeitsbewilligungen spürbar und die Erwartungen der kommunalen Einwohnerämter werden immer grösser.

Der Verzug wird immer besorgniserregender und die Unternehmen leiden darunter genauso wie die ausländischen Arbeitnehmenden. Es ist schwierig für einen Saisonarbeiter, sich an die Vorschriften zu halten, wenn es geschlagene sechs Monate dauert, bis sein Bewilligungsgesuch für eine Arbeitsdauer von vier Monaten bearbeitet wird. Genauso schwierig ist es für einen Restaurantbetreiber, der in einem Skiort die Wintersaison mit drei Angestellten ohne Arbeitsbewilligung starten muss, obwohl die für die Bewilligungen erforderlichen Schritte drei Monate zuvor unternommen wurden.

Unter diesen Umständen ist es für die Betroffenen auch kein Leichtes, ein Lohnkonto zu eröffnen, Sozialleistungen zu erhalten, eine Wohnung zu finden oder sich bei einer Krankenversicherung anzumelden.

Der zuständige Departementsvorsteher hat es auf den Punkt gebracht: «Es ist Sand im Getriebe»

Um hier Abhilfe zu schaffen, braucht es effiziente Massnahmen. Der Dienstchef hat die Anstellung von 1,6 VZE zwischen Oktober und November angekündigt. Aber wird diese Personalaufstockung (0,8 VZE Anfang Oktober und 0,8 VZE Anfang November) ausreichen, um die Versetzung von drei Personen von der Ausstellung der Bewilligungen zur Instruktion der Dossiers zu kompensieren? Dies ist zu bezweifeln.

Die DBM braucht mehr kompetente Mitarbeitende, also entsprechend geschulte Personen und nicht etwa Praktikanten. Grundsätzlich spricht nichts gegen die Anstellung von Praktikanten, aber die Zeit, die für ihre Ausbildung nötig ist, wird den bereits gewaltigen Verzug bei der DBM weiter erhöhen.

Der Dienstchef hat anlässlich der Generalversammlung des AVPCH (Verband Walliser Einwohnerämter) erklärt, dass seine Dienststelle den Bewilligungen L Priorität einräumt, was die Inhaber einer Bewilligung B oder C zusätzlich benachteiligen wird.

Die Verfahren und die Funktionsweise der DBM müssen überdacht werden. Nicht nur die Räumlichkeiten der Dienststelle stammen aus einem anderen Zeitalter – was die gegenwärtig durchgeführten Arbeiten notwendig macht – das System zur Klassierung der Dossiers anscheinend auch. Gewisse Dossiers sollen sogar verloren gegangen sein.

Ganz allgemein scheinen die Dienststellen, die bestimmte Dienstleistungen für die Bevölkerung erbringen (Quellensteuern für Inhaber einer Bewilligung B, Ausgleichskasse...), besorgniserregende Verzögerungen aufzuweisen. Während die Bevölkerung zugenommen hat, ist der Personalbestand in diesen Dienststellen in den letzten Jahren – abgesehen von temporären Anstellungen – mehr oder weniger unverändert geblieben.

Schliesslich sei noch Folgendes angemerkt: Obwohl 80 % der ausländischen Arbeitnehmenden aus der EU stammen und somit nicht von heute auf morgen zur Illegalität verdammt werden – wie dies Staatsrat Favre immer wieder gerne betont – muss unser Minister doch dafür sorgen, dass jede Person, die eine Arbeitsbewilligung braucht, diese auch innert vernünftiger Frist erhält.

Schlussfolgerung

Deshalb fordern wir das DSIS auf:

- die Zweckmässigkeit einer raschen Ausschreibung der für ein reibungsloses Funktionieren der DBM nötigen qualifizierten VZE zu prüfen, um langfristig effiziente Dienstleistungen für die Einwohnerämter, die Unternehmen und die Arbeitnehmenden zu gewährleisten;
- eine Vereinfachung der Verfahren für den Erhalt von Saisonbewilligungen zu prüfen;
- jede mögliche logistische Verbesserung zur Steigerung der Effizienz der DBM zu prüfen;
- die lokalen Wirtschaftsakteure möglichst rasch darüber zu informieren, mit welcher (vernünftigen) Frist sie für den Erhalt einer Arbeitsbewilligung rechnen müssen, damit sie entsprechend planen können;
- die Verzögerungen bei den Dienststellen, die bestimmte Dienstleistungen für die Bevölkerung erbringen und für die eine Zunahme der Bevölkerungs- und Dossierzahlen ein Problem sein könnte, zu analysieren, um ähnliche Lösungen vorzuschlagen.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur PLR, par Géraldine Arlettaz-Monnet, Dorian Farquet (suppl.), Xavier Moret, Martine Tristane (suppl.) et cosignataires
Objet Place des gens du voyage, que fait l'Etat?
Date 10.09.2019
Numéro 5.0439

Actualité de l'événement

L'article paru dans Le Nouvelliste du 29 août 2019 «nos champs sont insalubres».

Imprévisibilité

Risque de représailles pour cause de ras-le-bol des propriétaires des parcelles agricoles environnantes du site des gens du voyage. Pollution de l'eau, de l'environnement et perte de bétail à la suite d'absorption de détritiques en tous genres.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La place des gens du voyage, comme il est inscrit dans le plan directeur cantonal, a une capacité d'accueil de 40 places. A l'heure actuelle 50 caravanes y sont parquées sans compter les véhicules tracteurs. Il est indispensable de régulariser la fréquentation de ce site, de respecter le nombre de places admises et d'appliquer la convention signée par le canton et la ville de Martigny.

Inacceptable, la convention signée entre le canton et la ville de Martigny n'est en plusieurs points précis pas respectée par l'Etat!!!

Le regroupement de familles présent actuellement sur la place des gens du voyage s'y est installé depuis février dernier et n'en a plus bougé. L'aire de transit sert aux haltes de courtes durées, maximum 7 jours ; une nouvelle occupation est possible après un mois d'interruption et uniquement de mars à octobre.

Y-a-t-il un calendrier spécifique à l'Etat du Valais?

Il est spécifié que les véhicules sont garés sur les places de stationnement attribuées à l'intérieur de la clôture de l'aire de transit. Pour le canton, les routes aux abords de ladite place font-elles partie de ce site?

L'air de transit doit être tenue en ordre, faire ses besoins au grand air est interdit.

La constatation des propriétaires alentour est sans appel : des excréments jonchent et polluent les champs!

Quelles restrictions le canton va-t-il mettre en place pour que les gens du voyage utilisent les sanitaires construits dernièrement sur ce site?

L'utilisation de produits chimiques, polluants de toutes sortes est interdite. Or cette place ressemble à un atelier de peinture à ciel ouvert, de la peinture est sprayée sur les arbres et le sol à l'orée des champs et des cours d'eaux.

Vu les déprédations constatées pourquoi l'article 31 de la convention n'a-t-il pas été mis en vigueur, soit l'expulsion immédiate ainsi qu'une interdiction de retour pendant 5 ans?

Nous exigeons des réponses précises sur les manquements d'application des différents points de la convention énumérés ci-dessus.

Dans l'article du nouvelliste il est indiqué que l'aire de transit peut accueillir 50 places ce qui ne correspond pas à ce qui a été inscrit dans le plan directeur cantonal. En effet cette place ne peut contenir de façon adaptée pour un bon mode de vie que 40 caravanes et 40 véhicules tracteurs. Pourquoi le stationnement de 100 véhicules a-t-il été autorisé sachant que cette place ne peut en contenir que 80?

La ville de Martigny attend toujours la réalisation des deux autres places de transit pour désengorger le site de la commune. Pourquoi ce dossier a-t-il été placé dans la planification semestrielle de septembre 2019 à décembre 2019 dans le PRO MEMORIA quand il a été assuré devant le parlement que l'aboutissement pour la construction d'une nouvelle place de transit dans le valais central était à bout touchant ? Cela fait trop longtemps que la commune de Martigny se fait «balader» par l'Etat et ce fait est intolérable. Nous exigeons des réponses, des actions et ne nous contenterons plus de seules éventualités.

Conclusion

La conclusion est sans appel, tout ceci est inadmissible ! Il est temps que le département de la mobilité prenne ses responsabilités et mette en application la convention et les mesures nécessaires au respect et au bon fonctionnement de cette air de transit. Par cette interpellation urgente, nous demandons de répondre précisément à toutes les interrogations énumérées.

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber PLR, durch Géraldine Arlettaz-Monnet, Dorian Farquet (Suppl.), Xavier Moret, Martine Tristane (Suppl.) und Mitunterzeichnende
Gegenstand Durchgangsplatz für Fahrende: Was unternimmt der Staat?
Datum 10.09.2019
Nummer 5.0439

Aktualität des Ereignisses

Artikel im Nouvelliste vom 29. August 2019 mit dem Titel «Nos champs sont insalubres» (Verdreckte Felder).

Unvorhersehbarkeit

Gefahr von Repressalien durch die entnervten Eigentümer der landwirtschaftlichen Parzellen in der Nähe des Durchgangsplatzes. Wasser- und Umweltverschmutzung sowie Vergiftung des Viehs durch Abfälle aller Art.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Der Durchgangsplatz für Fahrende hat gemäss kantonalem Richtplan eine Aufnahmekapazität von 40 Plätzen. Gegenwärtig stehen dort allerdings 50 Wohnwagen samt Zugfahrzeuge. Es ist unabdingbar, dass die Nutzung dieses Durchgangsplatzes geregelt, die Aufnahmekapazität eingehalten und die Vereinbarung zwischen dem Kanton und der Stadt Martigny angewendet werden.

Der Staat hält die Vereinbarung zwischen dem Kanton und der Stadt Martigny in mehreren Punkten nicht ein, was schlicht und einfach inakzeptabel ist!!!

Bereits seit vergangenem Februar befindet sich eine Gruppe von Familien auf dem Durchgangsplatz für Fahrende in Martigny und dies obwohl dieser Durchgangsplatz für Kurzaufenthalte von maximal 7 Tagen vorgesehen ist. Ein neuerlicher Aufenthalt ist nach einem mindestens einmonatigen Unterbruch und nur von März bis Oktober möglich.

Hat der Staat Wallis einen speziellen Zeitplan?

Die Fahrzeuge müssen auf den zugewiesenen Standplätzen innerhalb des Durchgangsplatzes abgestellt werden. Ist der Kanton der Ansicht, dass die umliegenden Strassen ebenfalls Teil des Durchgangsplatzes sind?

Der Durchgangsplatz muss in Ordnung gehalten werden. Es ist verboten, sein Geschäft im Freien zu verrichten.

Ein Verbot, das leider herzlich wenig beachtet wird, wie die Eigentümer der umliegenden Felder feststellen mussten.

Welche Auflagen plant der Kanton, damit die Fahrenden die kürzlich auf diesem Gelände erstellten Sanitäranlagen auch benützen?

Die Verwendung von chemischen Produkten und Schadstoffen aller Art ist verboten. Allerdings sieht der Durchgangsplatz mittlerweile wie eine Freiluft-Lackierwerkstatt aus und die Bäume sowie der Boden am Rande der Felder und Wasserläufe sind mit Farbe besprüht.

Warum wurde angesichts dieser Sachbeschädigungen nicht Artikel 31 der Vereinbarung angewendet, also die sofortige Wegweisung und ein fünfjähriges Rückkehrverbot verhängt?

Wir fordern präzise Erklärungen für die mangelhafte Anwendung der obigen Punkte der Vereinbarung.

Im Artikel des Nouvelliste ist zu lesen, dass der Durchgangsplatz eine Aufnahmekapazität von 50 Plätzen hat, was nicht mit den Angaben im kantonalen Richtplan übereinstimmt. In der Tat kann dieser Platz nur 40 Wohnwagen und 40 Zugfahrzeuge aufnehmen, um ein harmonisches Nebeneinander zu gewährleisten. Warum wurde das Abstellen von 100 Fahrzeugen erlaubt, wenn dieser Platz nur deren 80 aufnehmen kann?

Die Stadt Martigny wartet noch immer auf die Schaffung von zwei weiteren Durchgangsplätzen im Wallis, um den Durchgangsplatz der Gemeinde zu entlasten. Warum ist dieses Dossier in der Planung von September 2019 bis Dezember 2019 unter der Rubrik «PRO MEMORIA» zu finden, wenn doch vor dem Parlament versichert wurde, dass die Schaffung eines neuen Durchgangsplatzes im Mittelwallis in greifbarer Nähe sei? Die Gemeinde Martigny wird vom Staat

Wallis schon viel zu lange an der Nase herumgeführt. Wir fordern Antworten und konkrete Massnahmen und werden uns nicht mehr mit leeren Versprechungen zufriedengeben.

Schlussfolgerung

Die Situation ist schlicht und einfach inakzeptabel! Es ist höchste Zeit, dass das Departement für Mobilität, Raumentwicklung und Umwelt seine Verantwortung wahrnimmt, die Vereinbarung anwendet und die nötigen Massnahmen zur Durchsetzung der Regeln und zur Gewährleistung des reibungslosen Betriebs dieses Durchgangsplatzes ergreift. Mit dieser dringlichen Interpellation fordern wir präzise Antworten auf die obigen Fragen.

POSTULAT URGENT

Auteur UDC, par Jérôme Desmeules
Objet Fermeture immédiate de la place des gens du voyage à Martigny
Date 10.09.2019
Numéro 5.0440

Actualité de l'événement

L'escalade des incivilités, des dommages et du vandalisme a provoqué une indignation dans la région, avec des vidéos partagées abondamment sur les réseaux sociaux. La presse s'en est fait l'écho (<https://www.lenouvelliste.ch/articles/valais/martigny-region/martigny-des-gens-du-voyage-rendent-nos-champs-insalubres-862164>)

Imprévisibilité

Il était imprévisible que désormais les gens du voyage s'adonnent au vandalisme en plus des dégâts sanitaires (excrément, saletés, contamination des sols et des eaux, etc.) qui sont toujours d'actualité. De plus, les gens du voyage ont désormais installé un atelier de peinture à ciel ouvert, juste en dessus des canaux qui irriguent la plaine, rendant une contamination avec des produits toxiques plus que probable.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Sans action rapide du canton, les dommages vont perdurer et continueront d'impacter les commerçants, riverains et agriculteurs de la région. Selon les dires de ces derniers, du bétail est décédé à la suite d'ingestion de fourrage contaminé. De plus, l'utilisation de peintures et solvants directement sur les canaux d'irrigation rend une contamination des sols possibles

Il est de notre responsabilité de faire cesser immédiatement ces atteintes.

Depuis des années, le dossier de la place des gens du voyage à Martigny s'enlise. La coupe est pleine pour les agriculteurs qui continuent de subir de nombreux dégâts.

-> Dégâts sanitaires: Du bétail a été contaminé par la cysticerose et a dû être abattu. L'Homme étant le seul porteur des cysticerques, il est établi que les chiens, renards, souris, etc. n'ont rien à voir dans la transmission de ce ver. Cette contamination a été provoquée par la présence constante d'excréments humains dans les champs des agriculteurs à côté de la place d'accueil des gens du voyage à Martigny

-> Dégâts environnementaux: Désormais, les gens du voyage ont installé un atelier de travail sur la route et les canaux d'irrigation contigus à leur place d'accueil. Ces travaux ont généré d'importantes nuisances, allant jusqu'à laisser des quantités importantes de peinture sur les arbres à proximité (qui sont pourtant une compensation écologique!). De plus, leurs travaux s'exercent directement sur les canaux d'irrigation. L'utilisation de peintures et solvants directement sur ces canaux rend une contamination des sols possibles non seulement pour les cultures mais aussi pour la faune (bétail, poissons, etc.)

-> Criminalité / incivilités: Dans leur volonté de montrer que les autorités sont de leur côté, les gens du voyage ont vraisemblablement commis de nombreuses incivilités, toujours à proximité de la place. La plus choquante est la pose, récente, de fer à béton au milieu des champs, destinés à endommager les machines agricoles, voir à blesser les personnes.

Des véhicules se garent à proximité de la place d'accueil, sur la route qui arrive juste derrière. Cette présence, pourtant interdite, ne fait apparemment pas l'objet de dénonciations systématiques et d'amendes. En plus, elle empêche les agriculteurs d'accéder à leurs cultures et donc de travailler.

Conclusion

Par cette intervention, le groupe UDC demande la fermeture de la place d'accueil des gens du voyage à Martigny.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber UDC, durch Jérôme Desmeules
Gegenstand Sofortige Schliessung des Durchgangsplatzes für Fahrende in Martigny
Datum 10.09.2019
Nummer 5.0440

Aktualität des Ereignisses

Die starke Zunahme von ungebührlichem Verhalten, Schäden und Vandalismus hat in der Region Empörung hervorgerufen, nachdem in den sozialen Netzwerken verschiedene Videos verbreitet worden waren. Das Medienecho war gross (<https://www.lenouvelliste.ch/articles/valais/martigny-region/martigny-des-gens-du-voyage-rendent-nos-champs-insalubres-862164>).

Unvorhersehbarkeit

Es war nicht vorhersehbar, dass die Fahrenden neben den verursachten sanitären Schäden (Fäkalien, Dreck, Verunreinigung der Böden und des Wassers usw.), die immer noch aktuell sind, nun auch Vandalismus betreiben würden. Zudem haben die Fahrenden direkt oberhalb der Bewässerungskanäle für die Ebene ein Maleratelier unter freiem Himmel eingerichtet, was eine Verunreinigung mit giftigen Stoffen mehr als wahrscheinlich macht.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Ohne rasches Handeln des Kantons werden weitere Schäden entstehen, welche die Geschäftsleute, Anwohnerinnen und Anwohner sowie die Landwirtschaftsbetriebe der Region zu spüren bekommen. Gemäss Aussagen von Landwirten sind sogar Tiere an den Folgen von verunreinigtem Futter gestorben. Ausserdem steigert die Verwendung von Farben und Lösungsmitteln direkt oberhalb der Bewässerungskanäle die Gefahr einer Verunreinigung der Böden.

Es liegt in unserer Verantwortung, diese Handlungen unverzüglich zu unterbinden.

Seit Jahren steckt das Dossier der Durchgangsplätze für Fahrende in Martigny fest. Für die Landwirte, die weiterhin zahlreiche Schäden zu beklagen haben, ist das Mass voll.

-> Sanitäre Schäden: Es wurde ein Bandwurmbefall (Zystizerkose) bei Tieren festgestellt, worauf diese geschlachtet werden mussten. Zystizerkose wird einzig vom Menschen übertragen und es ist erwiesen, dass Hunde, Füchse, Mäuse usw. nichts mit der Übertragung des Bandwurms zu tun haben. Die Tiere haben sich durch menschliche Fäkalien auf den Feldern der neben dem Durchgangsplatz der Fahrenden in Martigny liegenden Betriebe angesteckt.

-> Umweltschäden: Die Fahrenden haben auf der Strasse und neben den Bewässerungskanälen, die an den Durchgangsplatz angrenzen, ein Atelier eingerichtet. Ihre Arbeiten haben bedeutende Schäden verursacht, wozu auch grosse Mengen an Farbrückständen auf den Bäumen in der Umgebung gehören (die im Rahmen des ökologischen Ausgleichs gepflanzt wurden!). Zudem arbeiten sie direkt oberhalb der Bewässerungskanäle. Die Verwendung von Farben und Lösungsmitteln direkt oberhalb der Bewässerungskanäle birgt nicht nur die Gefahr einer Verunreinigung der Pflanzenkulturen, sondern gefährdet auch die Fauna (Vieh, Fische usw.).

-> Kriminalität / ungebührliches Verhalten: Im Bestreben aufzuzeigen, dass die Behörden auf ihrer Seite stehen, haben die Fahrenden scheinbar in der Nähe des Durchgangsplatzes mehrfach ungebührliches Verhalten an den Tag gelegt. Das erschreckendste Beispiel aus der jüngsten Vergangenheit ist auf Feldern herumliegender Bewehrungsstahl, der Landwirtschaftsmaschinen beschädigen oder sogar Personen verletzen könnte.

Auf der Zufahrtsstrasse hinter dem Durchgangsplatz werden Fahrzeuge abgestellt. Anscheinend wird dieses unerlaubte Parkieren nicht systematisch angezeigt und mit Bussen belegt. Zudem versperren die Fahrzeuge den Landwirten den Zugang zu ihren Feldern und hindern sie an der Arbeit.

Schlussfolgerung

Mit diesem Vorstoss fordert die UDC-Fraktion die Schliessung des Durchgangsplatzes für Fahrende in Martigny.

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Doris Schmidhalter-Näfen, AdG/LA, Werner Jordan, AdG/LA, Gina-Maria Schmidhalter (Suppl.), AdG/LA, und Jennifer Näpfl (Suppl.), AdG/LA
Gegenstand Simulatoren statt unnötige Verschandelung
Datum 10.09.2019
Nummer 5.0441

Aktualität des Ereignisses

Ende Juni 19 erst wurde öffentlich bekannt, welche Baupläne das VBS für die Spittelmatte vorsieht. Die Gemeinde Simplon-Dorf hatte diese nur als Sanierung ausgeschrieben.

Unvorhersehbarkeit

Nachdem das VBS bereits über unzählige Anlagen und Panzerpisten auf dem Simplonpass verfügen, war nicht mit diesen gigantischen Ausbauprojekten zu rechnen.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Es braucht umgehend eine Neubeurteilung und eine Expertise, welche das Projekt überarbeitet und abklärt, wie eine Simulatorenanlage in Simplon-Dorf zu realisieren ist.

Die Armee hat ein Projekt aufgelegt, das die Zerstörung des Simplons und seiner Spittelmatten bedeuten würde.

Der Kanton kann und darf nicht zusehen, wie der schönste Pass der Alpen für den Bau einer Panzerpiste missbraucht wird.

Anstatt das Projekt zu überarbeiten, steckt die zuständige Bundesrätin den Kopf in den Sand und will stattdessen die Gerichte entscheiden lassen.

Der Kanton müsste zusammen mit den Einsprechern eine eigene Alternative in den Raum stellen, deren Grundpfeiler wie folgt aussehen müssten und könnten:

1. Das baufällige Barralhaus ist – wie vorgesehen – zu renovieren.
2. Die geplante grosse Halle ist unterirdische in Berg zu bauen, so dass sie niemanden stört.
3. Auf den Panzerrundkurs in den Spittelmatten ist zu verzichten. Es hat bereits heute mehr als genug Panzerpisten auf dem Pass. Es macht keinen Sinn hier für die RUAG ein ganzjährig nutzbares Testgelände zu erstellen.
4. Die Piloten der Swiss lernen in Simulatoren von Kloten nach New York zu fliegen. Soldaten, Unteroffiziere und Offiziere können an Simulatoren perfekt lernen, wie man mit Radpanzern durch das Mittelland rast. Die SBB haben ihr digitales Hirn im Contact Center in Brig. Die Armee kann und muss einen Teil ihres digitalen Gehirns in Simplon-Dorf installieren und so hier Arbeit und Einkommen zu schaffen.

Schlussfolgerung

Die Frage stellt sich, ist der Staatsrat bereit aktiv diese hier skizzierte Alternative zu unterstützen? Und wenn ja, in welcher Form. Denn wer kämpft, kann verlieren. Wer nicht kämpft, hat schon verloren. Und wer zu spät kommt, und diese Interpellation nicht als dringlich erklärt, den bestraft die Geschichte.

Die Aussichten haben sich mit der Wahl des neuen Chefs der Armee Thomas Süssli verbessert. Erstens hält er nichts vom Einsatz von Panzern im Schweizer Mittelland und zweitens versteht er etwas von der Cyber-Welt, zu der auch Simulatoren gehören.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Doris Schmidhalter-Näfen, AdG/LA, Werner Jordan, AdG/LA, Gina-Maria Schmidhalter (suppl.), AdG/LA, et Jennifer Näpflì (suppl.), AdG/LA
Objet Des simulateurs au lieu de nuisances inutiles
Date 10.09.2019
Numéro 5.0441

Actualité de l'événement

Les plans de construction du DDPS sur le plateau de «Spittelmatte» n'ont été communiqués publiquement qu'à fin juillet 2019. Ces plans avaient été simplement mis en soumission en tant qu'assainissement par la commune de Simplon-Village.

Imprévisibilité

Au vu des innombrables installations et pistes de chars dont le DDPS dispose déjà au col du Simplon, rien ne permettait d'anticiper ces projets de construction gigantesques.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Il faut procéder d'urgence à un réexamen et une expertise visant à revoir le projet et étudier comment l'installation de simulateurs peut être réalisée à Simplon-Village.

L'armée a élaboré un projet qui signifierait la destruction du Simplon et du «Spittelmatte».

Le Canton ne peut pas et ne doit pas rester inactif alors que l'on profane le plus beau col des Alpes pour y construire une piste de chars.

Au lieu de réexaminer le projet, la Conseillère fédérale en charge fait la sourde oreille et veut laisser aux tribunaux le soin de trancher.

En collaboration avec les opposants au projet, le Canton devrait soumettre sa propre solution alternative, dont les grandes lignes devraient et pourraient être les suivantes:

1. Le vieux «Barralhaus» doit être rénové, conformément à ce qui était prévu.
2. La grande halle figurant sur les plans doit être construite sous terre, de manière à ne déranger personne.
3. Il convient de renoncer au circuit pour chars d'assaut sur le plateau de «Spittelmatte». Il y a déjà plus qu'assez de pistes de chars au col, et il ne fait aucun sens que RUAG construise ici un site d'entraînement utilisable toute l'année.
4. Les pilotes de Swiss se servent de simulateurs de vol pour apprendre à piloter de Kloten à New York. Les soldats, les sous-officiers et les officiers peuvent donc parfaitement recourir à des simulateurs pour apprendre à manœuvrer des chars dans le Mittelland. Les CFF ont installé leur plateforme numérique au Contact Center de Brigue. L'armée peut et doit installer une partie de son cerveau informatique à Simplon-Village et créer ainsi des emplois et des revenus.

Conclusion

La question se pose de savoir si le Conseil d'Etat soutient d'ores et déjà activement la solution alternative esquissée ici, et si oui, sous quelle forme? Car celui qui lutte peut perdre le combat. Mais celui qui ne lutte pas a perdu d'avance. Et celui qui tarde à réagir et ne considère pas la présente interpellation comme urgente sera jugé par l'Histoire.

Les perspectives se sont améliorées avec la nomination du nouveau chef de l'armée, Thomas Süssli. Premièrement, il n'est pas partisan de l'engagement de chars de combat dans le Mittelland suisse, et deuxièmement, c'est un connaisseur du cybermonde, auquel appartiennent également les simulateurs.

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber CSPO, durch Diego Clausen
Gegenstand Ausbau Schiessplatz Simplon
Datum 10.09.2019
Nummer 5.0442

Aktualität des Ereignisses

Geplanter Ausbau des bestehenden Schiessplatzes Simplon durch das VBS

Unvorhersehbarkeit

Unbekannter Umfang und Verhältnismässigkeit des massiven Ausbaus

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Verhältnismässigkeit des Ausbaus, offene Vertragsverhandlungen zwischen VBS und den Geteilschaften (Eigentümer und Nutzer) betreffs Schiesszeiten, Schutz der bestehenden historischen Gebäude und der Naturlandschaft

Die CSPO ist überzeugt, dass das Militär in der Region Simplon für die Wirtschaft und Institutionen von Bedeutung ist. Man ist aber der Meinung, dass der vorgesehene Ausbau des Schiessplatzes, mit den überdimensionierten Betriebsgebäuden und einer 8m breiten Panzerrundpiste, in der vorgelegten Form zu weit geht. Ebenso muss entsprechend von einer Erhöhung der Schiesstage ausgegangen werden. Somit wird massiv in eine einzigartige und empfindliche Landschaft eingegriffen. Zudem wird das historisch gewachsene Bild um den Alten Spittel und «Barralhüs» stark beeinträchtigt.

Der VBS Vertrag mit den Geteilschaften aus dem Jahre 2010 ist Ende 2015 abgelaufen. Jetzt wird neu verhandelt. Bereits 2017 fand eine erste Sitzung mit dem VBS für eine neue Vereinbarung statt. Ein weiteres Treffen folgte im Herbst 2018. Bisher erzielte man keine Einigung. Insgesamt sind vier Geteilschaften involviert.

Nebst der finanziellen Entschädigung geht es auch um die Schiesszeiten. Laut dem jetzigen Vertrag darf an den Wochenenden und an Feiertagen nicht geschossen werden. Vom 12. Juni bis zum 12. September ist jegliches Schiessen verboten. Hier will ebenso der Vorstand der Simplon-Bergalpe ansetzen. Die CSPO unterstützt hier den Vorstand, dass die vorgesehenen Schiesstage angepasst bzw. reduziert werden sollen.

Schlussfolgerung

Wir fordern den Staatsrat auf, mit den Verantwortlichen des VBS Verhandlungen aufzunehmen, um diesen Ausbau so sensibel wie möglich umzusetzen. Dies im Sinne einer Unterstützung der umliegenden Geteilschaften (Eigentümer und Nutzer) und letztendlich auch im Sinne zum Schutz der bestehenden historischen Gebäude und der Naturlandschaft.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur CSPO, par Diego Clausen
Objet Extension de la place de tir du Simplon
Date 10.09.2019
Numéro 5.0442

Actualité de l'événement

Extension de la place de tir existante au Simplon prévue par le DDPS

Imprévisibilité

Ampleur inconnue et disproportion de cette extension massive

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Extension disproportionnée, négociations ouvertes entre le DDPS et les consortages (propriétaires et usagers) concernant les heures de tir, protection des bâtiments historiques existants et du paysage naturel.

Le CSPO est convaincu de l'importance que l'armée revêt pour l'économie et les institutions dans la région du Simplon. Cela dit, il est d'avis que le projet d'agrandissement de la place de tir tel que présenté – avec la construction de bâtiments d'exploitation surdimensionnés et l'aménagement d'une piste de chars de 8 mètres de largeur – va trop loin. De même, il faudra compter sur une augmentation du nombre de jours de tir, ce qui constitue une atteinte à une zone naturelle à la fois unique et sensible. En outre, le cadre historique offert par le vieux «Spittel» et le «Barralhüs» s'en trouvera fortement dénaturé.

Datant de 2010, le contrat entre le DDPS et les consortages est arrivé à échéance à fin 2015, et une renégociation est à présent en cours. En 2017 déjà, une première réunion visant à conclure une nouvelle convention avait eu lieu avec le DDPS. Une deuxième réunion a suivi en automne 2018, et jusqu'ici aucun accord n'a été trouvé. Ce sont en tout quatre consortages qui sont concernés.

Outre la compensation financière, il est également question des heures de tir. En vertu du contrat actuel, les tirs ne sont pas autorisés durant le week-end et les jours fériés, et tout tir est interdit entre le 12 juin et le 12 septembre. C'est un point sur lequel le comité du consortage Simplon-Bergalpe veut également intervenir. Le CSPO soutient le comité dans sa volonté d'adapter ou réduire le nombre de jours de tir prévus.

Conclusion

Nous prions le Conseil d'Etat d'engager des pourparlers avec les responsables du DDPS afin de modifier autant que possible l'extension prévue des infrastructures. Ce dans le sens d'un soutien aux consortages environnants (propriétaires et usagers) et, en fin de compte, également dans le sens de la protection des bâtiments historiques existants et du paysage naturel.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur UDC, par Grégory Logean
Objet Viaduc de Riddes: qu'en est-il?
Date 10.09.2019
Numéro 5.0443

Actualité de l'événement

Le 8 juillet dernier le Service de la mobilité annonçait que le trafic sera interdit aux véhicules de plus de 3.5 tonnes sur le Viaduc de Riddes.

Imprévisibilité

Le 9 juillet, sur les ondes de Rhonefm, le Conseiller d'Etat en charge du dossier déclarait qu'"on ne peut pas deviner l'état d'un pont" avant d'ajouter qu'il "ne connaissait pas l'état de ce pont" avant l'analyse réalisée par l'Office fédéral des routes. Pour le surplus, une telle restriction de trafic est pour le moins inhabituel.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

L'état du viaduc de Riddes et les causes de sa dégradation suscitent interrogations légitimes au sein de la population qui doit pouvoir obtenir rapidement des réponses. De plus, il s'agit de savoir si la cause de cette situation peut être également imputée, en partie du moins, au manque de moyen destiné à l'entretien du réseau routier afin de pouvoir en tenir compte dans l'élaboration du prochain budget.

Le 8 juillet dernier, nous apprenions par l'intermédiaire d'un communiqué de presse du Service de la mobilité que «dans le cadre des travaux planifiés sur l'A9, qui se déroulent actuellement sur le secteur Saxon-Riddes, les inspections ordinaires des ouvrages d'art ont mis en lumière des dégradations sur le viaduc de Riddes (sortie numéro 24).»

Ainsi, à titre de précaution et afin de permettre des investigations complémentaires, le trafic est depuis interdit aux véhicules de plus de 3.5 tonnes.

Par ailleurs, il apparaîtrait qu'un défaut de conception serait à l'origine de la fermeture au trafic poids lourd sur ledit viaduc. La question des moyens alloués à l'entretien de l'ouvrage se pose également.

Conclusion

Dès lors, le groupe UDC soumet les questions suivantes au Conseil d'Etat:

- Pourquoi le défaut de conception évoqué par le Service de la mobilité n'a-t-il pas pu être décelé plus tôt?
- Quelle a été la fréquence des contrôles de l'ouvrage depuis sa construction?
- Outre le défaut de conception, l'une des autres causes de la dégradation avancée de l'ouvrage pourrait-elle être imputée, en partie du moins, à un manque d'entretien?
- Quels sont les montants qui ont été investis durant les quarante dernières années pour l'entretien du viaduc de Riddes?
- Où en sont les analyses menées actuellement et que livrent-elles?
- A ce stade, quelle est la durée de vie restante estimée de l'ouvrage?
- Cas échéant, quelles sont les pistes alternatives actuellement privilégiées pour son remplacement et/ou assainissement?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber UDC, durch Grégory Logean
Gegenstand Viadukt bei Riddes: Wie ist der Stand der Dinge?
Datum 10.09.2019
Nummer 5.0443

Aktualität des Ereignisses

Am vergangenen 8. Juli kündigte die Dienststelle für Mobilität (DFM) an, dass das Viadukt bei Riddes für Fahrzeuge mit einem Gesamtgewicht von mehr als 3,5 Tonnen gesperrt würde.

Unvorhersehbarkeit

Am 9. Juli erklärte der zuständige Staatsrat auf Rhône FM, dass man nicht den Zustand jeder Brücke kennen könne und fügte hinzu, dass er über den Zustand dieser Brücke vor den vom Bundesamt für Strassen durchgeführten Untersuchungen nicht im Bilde war. Zudem ist ein solches Fahrverbot zumindest ungewöhnlich.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Bevölkerung stellt sich zurecht Fragen über den Zustand des Viadukts bei Riddes und über die Ursachen seiner Verschlechterung und muss rasch Antworten erhalten. Zudem muss man sich fragen, ob diese Situation – zumindest teilweise – auf den Mangel an Mitteln für den Unterhalt des Strassennetzes zurückzuführen ist, damit dies gegebenenfalls bei der Ausarbeitung des nächsten Budgets berücksichtigt werden kann.

Am vergangenen 8. Juli erfuhren wir aus einer Medienmitteilung der Dienststelle für Mobilität, dass bei Routineinspektionen an den Kunstbauten im Rahmen der planmässigen Arbeiten an der A9 am Viadukt bei Riddes (Ausfahrt Nr. 24) Schäden festgestellt wurden.

Aus Gründen der Vorsicht und um weitere Untersuchungen durchführen zu können, wurde das Viadukt für Fahrzeuge mit einem Gesamtgewicht von mehr als 3,5 Tonnen gesperrt.

Dieses Fahrverbot für den Schwerverkehr scheint auf einen Konstruktionsfehler zurückzuführen zu sein. Die Frage, ob genügend Mittel für den Unterhalt dieser Kunstbaute gewährt wurden, stellt sich ebenfalls.

Schlussfolgerungen

Die UDC-Fraktion wünscht vom Staatsrat deshalb Antworten auf folgende Fragen:

- Warum wurde der von der Dienststelle für Mobilität erwähnte Konstruktionsfehler nicht früher entdeckt?
- Wie häufig wurden Kontrollen am Viadukt seit seiner Errichtung durchgeführt?
- Könnte nebst dem Konstruktionsfehler ein mangelnder Unterhalt den schlechten Zustand der Kunstbaute zumindest teilweise erklären?
- Welche Beträge wurden während der letzten vierzig Jahre für den Unterhalt des Viadukts bei Riddes investiert?
- Wie ist der Stand der gegenwärtig durchgeführten Untersuchungen und welche Ergebnisse liegen vor?
- Auf wie viele Jahre wird die restliche Lebensdauer dieser Kunstbaute geschätzt?
- Welches sind gegebenenfalls die gegenwärtig ins Auge gefassten alternativen Lösungen für dessen Ersatz und/oder Sanierung?

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber CVPO, durch Urs Juon, Dominc Eggel und Aron Pfammatter
Gegenstand Subventionszahlung 2020 an Forstreviere nicht hinausschieben!
Datum 10.09.2019
Nummer 5.0444

Aktualität des Ereignisses

Subventionszahlungen an die Forstreviere sollen laut dem zuständigen Departement wegen dem Beginn der neuen NFA-Periode 2020-24 und der damit verbundenen anzupassenden vertraglichen Vereinbarungen und Beschlüsse plötzlich erst später als üblich ausgerichtet werden. Die Forstreviere sind aber dringend auf die gestaffelten und rechtzeitigen Subventionszahlungen auch im Frühjahr 2020 angewiesen.

Unvorhersehbarkeit

Die Absicht des Departements, die Zahlungen für 2020 auf den Herbst zurückzuschieben, war für die Forstreviere aufgrund der bisherigen Praxis nicht voraussehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Forstreviere sind keine Kreditgeber und sind dringend auf die gestaffelten und rechtzeitigen Subventionszahlungen für das Jahr 2020 angewiesen.

Die Dienststelle für Wald, Flussbau und Landschaft (DWFL) kann die Subventionszahlungen an die Forstreviere aufgrund der neuen NFA-Periode 2020-24 und der damit verbundenen vertraglichen Vereinbarungen und Beschlüsse 2020 erst später als üblich ausrichten. Von den Forstrevieren wird inskünftig eine Mehrjahresplanung für die Schutzwaldbewirtschaftung von 4-5 Jahren verlangt. Aufgrund dieser Planung werden Differenzierungen für die Subventionsbeiträge vorgenommen und die Subventionszahlungen neu geregelt. Im Kreis Oberwallis wurden im Jahr 2018 Kosten in Höhe von CHF 2'640'000.00 abgerechnet. Die Subventionszahlungen an die Forstreviere erfolgten bisher jeweils zu 40% im Frühjahr, zu 40% im Herbst und der Rest bei der Schlussabrechnung.

Da für die Differenzierung der Subventionszahlungen vom Staat neue Verträge ausgearbeitet werden müssen, sieht das Departement vor, im Frühjahr keine Anzahlung zu leisten, sondern erst im Herbst 2020 einen Beitrag zu überweisen. Somit müssten die Forstreviere viel Geld vorausbezahlen. Die Forstreviere kommen so finanziell an ihre Grenzen und müssten, wenn sie nicht mehr liquid sind, Kredite für die Zahlung der Arbeiten aufnehmen.

Schlussfolgerung

Da die Forstreviere ihre Arbeiten fortsetzen, erfolgen dafür auch die Subventionszahlungen. Ob jetzt eine Anzahlung der Subventionen wie bisher bereits im Frühjahr 2020 vorgenommen wird, spielt für den Staat in der Schlussabrechnung eigentlich keine Rolle. Die Anzahlung im Frühjahr kann aufgrund der bisherigen Erfahrungen trotzdem erfolgen, da die Forstreviere auf diese Beiträge angewiesen sind.

Der Staatsrat wird aufgefordert, das Nötige zu unternehmen, damit die Subventionsanzahlungen an die Forstreviere auch für das Übergangsjahr 2020 wie bisher erfolgen, nötigenfalls kann er dafür ein Dekret erlassen.

POSTULAT URGENT

Auteur CVPO, par Urs Juon, Dominc Eggel et Aron Pfammatter
Objet Le paiement des subventions aux triages forestiers en 2020 ne doit pas être repoussé!
Date 10.09.2019
Numéro 5.0444

Actualité de l'événement

D'après le département compétent, le paiement des subventions aux triages forestiers devrait intervenir plus tard que d'habitude, contre toute attente, en raison du début de la nouvelle période RPT 2020-2024 et de l'adaptation des conventions et décisions contractuelles qui en découle. Or les triages forestiers ont fortement besoin que les subventions soient à nouveau versées en temps utile et de manière échelonnée au printemps 2020.

Imprévisibilité

Au vu de la pratique en vigueur jusqu'ici, les triages forestiers ne pouvaient pas prévoir que le département ait l'intention de repousser les paiements à l'automne en 2020.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Les triages forestiers ne sont pas des bailleurs de fonds et ont absolument besoin que le paiement des subventions se fasse en temps utile et de manière échelonnée en 2020.

En raison de la nouvelle période RPT 2020-2024 et des conventions et décisions contractuelles qui en découlent, le Service des forêts, des cours d'eau et du paysage (SFCEP) ne pourra pas verser les subventions aux triages forestiers à l'échéance habituelle, mais plus tard. A l'heure actuelle, les triages forestiers sont tenus d'établir une planification pluriannuelle de 4 à 5 ans pour la gestion des forêts de protection. Cette planification entraîne une différenciation au niveau des montants des subventions et un nouveau régime de paiement des subventions. Dans l'arrondissement du Haut-Valais, les coûts comptabilisés sur l'année 2018 se sont élevés à CHF 2'640'000.-. Jusqu'ici, le paiement des subventions aux triages forestiers s'effectuait à hauteur 40% au printemps, 40% en automne et le solde lors du décompte final.

Dès lors que la différenciation lors du paiement des subventions par l'Etat implique l'élaboration de nouveaux contrats, le département prévoit de n'effectuer aucun versement au printemps et de reporter le virement du montant à l'automne 2020. Ce qui signifie que les triages forestiers devraient déboursier d'importants montants à l'avance. Ils seront ainsi fortement sollicités au plan financier et, s'ils sont à court de liquidités, devront contracter des crédits pour financer le paiement des travaux.

Conclusion

Les triages forestiers poursuivent leurs travaux, raison pour laquelle le paiement des subventions y relatives doit se poursuivre. Si le versement d'un acompte intervient au printemps 2020 comme ce fut le cas jusqu'ici, cela ne fait en réalité aucune différence pour l'Etat dans le décompte final. Sur la base des expériences réalisées jusqu'ici, le paiement de l'acompte au printemps doit donc pouvoir se faire, sachant que les triages forestiers ont besoin de ces montants.

Le Conseil d'Etat est prié de faire le nécessaire pour que durant l'année de transition de 2020, le paiement des subventions aux triages forestiers puisse continuer de se faire comme jusqu'ici et, si besoin est, de promulguer un décret en ce sens.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber CVPO, durch Aron Pfammatter und Urs Juon
Gegenstand Umnutzung von geschützten und ortsbildprägenden Bauten – Der Kanton muss intervenieren
Datum 10.09.2019
Nummer 5.0445

Aktualität des Ereignisses

Der Bundesrat hat am 01. Mai 2019 das Richtplanblatt A.5 (Maiensäss- Weiler und Erhaltungszonen) noch nicht behandelt. Wie zu vernehmen ist, steht nun die Behandlung kurz bevor.

Unvorhersehbarkeit

Es war nicht vorhersehbar, dass die Behandlung gerade jetzt stattfindet und dass der Kanton deshalb nun umgehend Einfluss nehmen muss.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Es ist dringend notwendig, dass der Kanton Wallis und namentlich der Grosse Rat bzw. die zuständige Kommission im Rahmen des Einigungsverfahrens Einfluss nehmen. Wird nicht bis Ende Oktober interveniert, könnte dies verheerende Auswirkungen haben.

Das Richtplanblatt A.5 (Maiensäss- Weiler und Erhaltungszonen) hat eine immense Bedeutung für unseren Kanton. Namentlich geht es dabei darum, die Grundlagen für künftige Umnutzungen von Ökonomiegebäuden (v.a. Stall-Scheunen, Speicher etc.) zu Wohnbauten zu schaffen. Unser Kanton weist auf diesem Gebiet ein riesiges Potenzial auf. Das Zweitwohnungsgesetz lässt uns hier den entsprechenden Spielraum.

Während nun das Bundesamt für Raumentwicklung ARE momentan gegen Umnutzungsbewilligungen der Kantonalen Baukommission vor Gericht mehrere Beschwerden führt, hat dasselbe Bundesamt die Behandlung des Richtplanblatts A.5 zurückgestellt. Die Behandlung steht nun - wie zu hören ist - endlich kurz bevor.

Anders als bei der Desavouierung unseres Kantonsparlaments im Mai dieses Jahrs, als zahlreiche Bestimmungen des vom Grossrat ausgearbeiteten Richtplans vom Bund einfach gestrichen oder abgeändert wurden, müssen wir dieses Mal umgehend und klar Stellung beziehen, falls der Bund wiederum Anpassungen an einem Richtplanblatt vornehmen will. Der Grosse Rat muss dieses Mal die Möglichkeit haben, seine Arbeit argumentativ zu verteidigen.

Schlussfolgerung

Der Staatsrat wird demnach aufgefordert, die zuständige Grossratskommission umgehend über allfällige vom Bund beabsichtigte Änderungen am Richtplanblatt A.5 (und allfälliger weiterer Richtplanblätter) zu informieren und das vorgesehene Einigungsverfahren mit dem Bund unter Einbezug der Grossratskommission in die Wege zu leiten.

POSTULAT URGENT

Auteur CVPO, par Aron Pfammatter et Urs Juon
Objet Réaffectation des bâtiments protégés ou caractéristiques du site – le Canton doit intervenir
Date 10.09.2019
Numéro 5.0445

Actualité de l'événement

Au 1^{er} mai 2019, le Conseil fédéral n'avait pas encore traité le plan directeur A.5 (zones des mayens, de hameaux et de maintien de l'habitat rural). Or on apprend que le traitement serait maintenant imminent.

Imprévisibilité

Il n'était pas prévisible que le traitement intervienne en ce moment précis et que le Canton doive ainsi agir immédiatement.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Il faut de toute urgence que le Canton du Valais et surtout le Grand Conseil, respectivement la commission compétente, agissent dans le cadre de la procédure de conciliation. Sans une intervention d'ici fin octobre, les conséquences pourraient s'avérer catastrophiques.

Le plan directeur A.5 (zones des mayens, de hameaux et de maintien de l'habitat rural) revêt une énorme importance pour notre canton. Il s'agit en effet de créer les bases nécessaires à la réaffectation future de ruraux (essentiellement des granges-écuries, des greniers, etc.) en habitations. Dans ce domaine, notre canton présente un énorme potentiel, et la loi sur les résidences secondaires nous laisse la marge de manœuvre nécessaire.

Alors que l'Office fédéral du développement territorial ARE mène en ce moment plusieurs recours devant les tribunaux contre des autorisations de réaffectation de la Commission cantonale des constructions, le même Office fédéral a reporté le traitement du plan directeur A.5. Ce traitement devrait – d'après certains échos – enfin intervenir sous peu.

Pour éviter le désaveu que notre Parlement cantonal a connu en mai de cette année avec la suppression ou la modification par la Confédération de nombreuses dispositions du plan directeur élaboré par le Grand Conseil, nous devons cette fois nous positionner clairement et rapidement, pour le cas où la Confédération entendait procéder à nouveau à des adaptations d'un plan directeur. Le Conseil d'Etat doit cette fois avoir la possibilité de défendre son travail et de faire valoir ses arguments.

Conclusion

Le Conseil d'Etat est par conséquent prié d'informer sans tarder la commission du Grand Conseil compétente des modifications éventuelles que la Confédération entend apporter au plan directeur A.5 (et, le cas échéant, à d'autres plans directeurs) et d'engager la procédure de conciliation prévue avec la Confédération en y associant la commission du Grand Conseil.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber CSPO, durch Diego Clausen
Gegenstand SBB Fahrplanerweiterung Brig-Bern
Datum 10.09.2019
Nummer 5.0446

Aktualität des Ereignisses

Zwei Aussagen Ende August von SBB Mediensprecher Oli Dischoe, dass eine Fahrplanerweiterung für den kommenden Fahrplanwechsel heute nicht mehr möglich sei und, dass Spätverbindungen auf der Strecke Brig-Bern auch in Zukunft fraglich seien.

Unvorhersehbarkeit

Trotz kantonalem Wunsch nach Spätzug zwischen Brig und Bern blockt die SBB im Rahmen des ordentlichen Fahrplanverfahrens diesen ab.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die SBB will keine weiteren Zugverbindungen bis 2030 in Betracht ziehen. Gemäss SBB bleibt zudem auch wenig Verständnis für gewünschte Fahrplanerweiterungen nach dem erfolgten Ausbau der NEAT Lötschberg-Basistunnel Strecke.

Wer in der Deutschschweiz abends einen Anlass besucht, muss, um noch den letzten Zug ins Wallis zu erwischen, die Veranstaltung oft frühzeitig verlassen.

Die letzten Züge Richtung Oberwallis verlassen Zürich oder Basel etwa um halb elf Uhr abends. Diese Verbindungen fahren nicht mehr durch den NEAT Basistunnel, sondern entlang der Südrampe, was die Rückreise um rund 40 Minuten verlängert.

Ansonsten muss man allerspätestens um 22.34 Uhr in Bern den Zug erwischen - das ist nämlich die letzte «schnelle» Verbindung.

Ähnliche Tatsachen gelten auch für den umgekehrten Weg (Brig - Interlaken / Bern).

Gemäss Aussagen der SBB sind auf der Strecke zwischen Brig und Bern auch zukünftig keine Fahrplanerweiterungen vorgesehen.

Die SBB will keine weiteren Zugverbindungen bis 2030 in Betracht zu ziehen. Gemäss SBB bleibt auch wenig Verständnis für gewünschte Fahrplanerweiterungen nach dem erfolgten Ausbau der NEAT Lötschberg-Basistunnel Strecke – unverständlich!

Die CSPO weist darauf hin, dass die Planung künftiger Fahrplanperioden nicht nur in den Händen der SBB liegt, sondern auch bei den Kantonen, welche für deren Finanzierung mitaufkommen.

Schlussfolgerung

Mit diesem Postulat fordert die CSPO den Kanton Wallis auf, die dafür nötigen finanziellen Aufwände zur Verfügung zu stellen, damit dahingehend die Fahrpläne erweitert werden können. Zudem soll man zusammen mit dem Kanton Bern beim zuständigen Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) diesbezüglich vorstellig werden, dass zukünftig bei der Planung zusätzliche, spätere Zugverbindungen durch den NEAT-Tunnel zwingend eingeplant und somit vorgesehen werden.

POSTULAT URGENT

Auteur CSPO, par Diego Clausen
Objet Extension des horaires CFF Brigue-Berne
Date 10.09.2019
Numéro 5.0446

Actualité de l'événement

Deux déclarations faites à fin août par le porte-parole de CFF Oli Dischoe, selon lesquelles une extension d'horaire pour le prochain changement d'horaire n'est aujourd'hui plus possible et les liaisons en fin de journée sur la ligne Brigue-Berne sont susceptibles d'être remises en question à l'avenir.

Imprévisibilité

Malgré le souhait exprimé par le Canton en faveur d'une liaison tardive entre Brigue et Berne, les CFF rejettent cette option dans le cadre de la procédure ordinaire d'établissement de l'horaire.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Les CFF refusent de prendre en considération de nouvelles correspondances ferroviaires jusqu'en 2030. En outre, selon les CFF, les extensions d'horaire souhaitées ne reçoivent pas le même accueil, suite à l'achèvement du tunnel de base du Lötschberg (NLFA).

Si l'on veut assister à un événement en soirée en Suisse alémanique, on est souvent contraint de partir avant la fin pour pouvoir attraper le dernier train à destination du Valais.

Les derniers trains circulant en direction du Haut-Valais quittent la gare de Zurich ou de Bâle aux environs de 22h30. Ces correspondances empruntent non pas le tunnel de base NFLA, mais circulent le long de la rampe sud, ce qui rallonge le trajet de retour d'une quarantaine de minutes. Sinon, le dernier recours est de prendre le train de 22h34 à Berne, ce qui est aussi la dernière liaison «rapide».

Les conditions sont les mêmes pour le trajet inverse (Brigue – Interlaken / Berne).

Selon les déclarations des CFF, il n'y a pas non plus d'extensions d'horaire prévues à l'avenir entre Brigue et Berne.

Les CFF refusent de prendre en considération de nouvelles correspondances jusqu'en 2030. Selon eux, les extensions d'horaire souhaitées ne reçoivent pas le même accueil, suite à l'achèvement du tunnel de base du Lötschberg (NLFA), ce qui est incompréhensible!

Le CSPO fait remarquer que la planification des périodes d'horaires futures ne relève plus uniquement des CFF, mais également des cantons qui prennent part à leur financement.

Conclusion

Au travers du présent postulat, le CSPO invite le Canton du Valais à mettre à disposition les moyens financiers nécessaires pour permettre une extension des horaires. Par ailleurs, il s'agit d'entreprendre, en collaboration avec le Canton de Berne, des démarches auprès du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), en vue de la planification et donc de la prise en compte obligatoire de correspondances ferroviaires supplémentaires en fin de journée, via le tunnel NLFA.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Alexandre Cipolla, UDC, Mikaël Vieux, UDC, Charles Clerc, UDC, et Pierre Contat, UDC
Objet Halte au massacre! Les loups n'ont plus leur place dans nos montagnes!
Date 10.09.2019
Numéro 5.0447

Actualité de l'événement

Depuis le 26 juillet le loup a tué à plusieurs reprises. 2 chèvres le 2 septembre sur les Haut de Saint-Gingolph. 5 moutons attaqués donc 5 mortes en date du 6 septembre 2019 sur la commune de Val d'Illiez alors que toutes les mesures de protection avaient été prises.

Imprévisibilité

Ces attaques subites répétitives et imprévisibles doivent être stoppées au plus vite

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

En vue de protéger au plus vite les troupeaux et/ou abattre les loups responsables

Dans la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 septembre un ou plusieurs loups tuent cinq moutons dans un alpage de Val d'Illiez. Le lundi 2 septembre ce sont deux chèvres qui sont massacrées sur les hauts de Saint-Gingolph.

Le 22 août dernier le Service de la chasse, de la pêche et de la faune a confirmé que ce ne sont pas moins de 8 loups (dont 7 louveteaux) qui se sont installés dans les vallons de Vionnaz et de Vouvry.

Cela fait de nombreuses années que le loup cause des dommages dans nos vallées alors que des mesures de sécurité sont mises en place conformément à ce qui est prescrit par le Canton et la Confédération. Le loup est dommageable pour tous les éleveurs de notre canton! L'introduction du loup sous nos cieux l'est également pour le loup. Le Valais n'est pas le Canada ou la Sibérie, aux dires de nombreux spécialistes l'espace à disposition n'est pas suffisant pour que le loup puisse trouver un espace de chasse suffisant pour ne pas s'attaquer aux troupeaux de nos agriculteurs. Pour les biens de tous, il est nécessaire de trouver une solution viable et durable.

Conclusion

Plaise au Conseil d'Etat de répondre aux questions ci-dessous et prendre les mesures nécessaires:

- Quelles mesures sont envisagées dans l'urgence afin de venir en aide aux agriculteurs lésés?
- Quelles sont les instructions que le service de la chasse, de la pêche et de la faune reçoit pour gérer la présence massive de loups dans une région comme le Bas-Valais?
- Que peut mettre en place le canton pour renforcer et améliorer la sécurité des troupeaux dans nos montagnes étant précisé que toutes les mesures préconisées actuellement par le Conseil d'Etat se sont montrées insuffisantes?
- Quelles sont les mesures à long terme que le Conseil d'Etat préconise pour mettre fin aux attaques très régulières du loup?
- Que peut faire le Conseil d'Etat pour aider les éleveurs à acquérir plus rapidement des chiens de protection?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Alexandre Cipolla, UDC, Mikaël Vieux, UDC, Charles Clerc, UDC und Pierre Contat, UDC
Gegenstand Stoppt das Blutbad! Der Wolf hat in unseren Bergen nichts mehr zu suchen!
Datum 10.09.2019
Nummer 5.0447

Aktualität des Ereignisses

Seit dem 26. Juli hat der Wolf wiederholte Male zugeschlagen. Am 2. September wurden zwei Ziegen oberhalb von Saint-Gingolph gerissen. Am 6. September 2019 sind 5 Schafe in der Gemeinde Val d'Illiez dem Wolf zum Opfer gefallen, obwohl alle erforderlichen Schutzmassnahmen getroffen worden waren.

Unvorhersehbarkeit

Diese wiederholten plötzlichen und unvorhersehbaren Wolfsangriffe müssen so schnell wie möglich gestoppt werden.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Herden müssen sofort geschützt und/oder die verantwortlichen Wölfe abgeschossen werden.

In der Nacht vom Mittwoch, 4., auf Donnerstag, 5. September töten ein oder mehrere Wölfe fünf Schafe auf einer Alpe im Val d'Illiez. Am Montag, 2. September werden zwei Ziegen oberhalb von Saint-Gingolph getötet.

Am vergangenen 22. August hat die Dienststelle für Jagd, Fischerei und Wildtiere bestätigt, dass sich nicht weniger als 8 Wölfe (davon 7 Jungtiere) in den Tälern von Vionnaz und Vouvry angesiedelt haben.

Seit einigen Jahren verursacht der Wolf nun schon Schäden in unseren Tälern, obwohl Sicherheitsmassnahmen im Einklang mit den Vorschriften des Kantons und des Bundes getroffen werden. Der Wolf schadet allen Tierhaltern unseres Kantons! Die Wiederansiedlung des Wolfes in unseren Breitengraden ist ebenfalls für den Wolf schädlich. Das Wallis ist nicht mit Kanada oder Sibirien vergleichbar und zahlreichen Fachleuten zufolge ist der verfügbare Raum ungenügend, um dem Wolf ein ausreichendes Jagdgebiet zu bieten, damit er nicht die Herden unserer Landwirte angreifen muss. Zum Wohle aller muss eine praktikable und nachhaltige Lösung gefunden werden.

Schlussfolgerung

Wir bitten den Staatsrat, folgende Fragen zu beantworten und die notwendigen Massnahmen zu ergreifen:

- Welche Sofortmassnahmen sind vorgesehen, um den geschädigten Landwirten unter die Arme zu greifen?
- Welche Anweisungen hat die Dienststelle für Jagd, Fischerei und Wildtiere im Hinblick auf die Verwaltung der massiven Wolfspräsenz in einer Region wie dem Unterwallis erhalten?
- Mit welchen Massnahmen kann der Kanton den Schutz der Herden in unseren Bergen verstärken und verbessern, in Anbetracht der Tatsache, dass alle zurzeit vom Staatsrat empfohlenen Massnahmen sich bisher als ungenügend erwiesen haben?
- Welche langfristigen Massnahmen schlägt der Staatsrat vor, um die regelmässigen Wolfsangriffe zu stoppen?
- Inwiefern kann der Staatsrat den Tierhaltern helfen, die Anschaffung von Herdenschutzhunden zu beschleunigen?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur UDC, par Cyrille Fauchère
Objet Application de l'article 32 de la LEIS: collèges des médecins des centres hospitaliers
Date 10.09.2019
Numéro 2.0292

Actualité de l'événement

Le 2 septembre 2019, la RTS apprend aux Valaisans que des problèmes de gouvernance secouent l'hôpital du Valais.

Imprévisibilité

Les membres du Parlement ont pris connaissance de ces vraisemblables dysfonctionnements par voie de presse et à aucun moment ces problématiques n'étaient connues de tous.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La perte d'une accréditation pour la chirurgie et les problèmes de communication interne comme externe risque d'affaiblir la crédibilité de l'institution aux yeux des citoyens valaisans.

Des problèmes de gouvernance au sein de l'Hôpital du Valais ont été signalés par les médias (cf. <https://www.rts.ch/info/regions/valais/10680253--on-nivelle-par-le-bas-l-hopital-de-sion-denoncent-des-medecins.html>). Ceux-ci proviendraient du fait que l'art. 32 de la LEIS ne serait pas respecté.

Pour mémoire, l'article 32: Collèges des médecins des centres hospitaliers

¹ Un collège des médecins-cadres est constitué dans chaque centre hospitalier. Il comprend des représentants des médecins installés. Son règlement est approuvé par le conseil d'administration.

² Il exerce une fonction consultative et informative auprès des directions des centres hospitaliers et du conseil d'administration.

³ Ses domaines de compétences concernent la stratégie médicale, la politique de la qualité, les ressources humaines médicales et les investissements medicotechniques. Il veille à maintenir la cohésion des différents secteurs de l'Hôpital du Valais et les liens avec les partenaires extérieurs.

La mise en pratique appropriée de cet article de loi permet aux médecins-cadres d'apporter à l'institution la force que constitue un Collège des médecins uni, dynamique et engagé.

Cependant, la presse rapporte des sources médicales qui s'inquiètent de la régression et du nivellement par le bas de l'hôpital. Certaines décisions seraient mauvaises, voire erronées, empêchant toute vision d'avenir.

Le problème actuel semble trouver son origine dans un règlement du Collège des médecins qui, à l'épreuve des quatre premières années, ne reflète pas suffisamment sa base légale c'est-à-dire l'article 32 de la LEIS. Un conseil médical interne, mal défini et sans base légale, créerait des divisions entre les médecins et la direction médicale.

Dans le même moment, l'hôpital vient de perdre son accréditation pour la chirurgie de l'obésité suite à la chute vertigineuse du nombre de ses interventions dans un contexte de forte concurrence.

La Société médicale du Valais a fait part de ses préoccupations, alors que le Département de la santé affirme n'être au courant de rien... Désormais certains acteurs n'hésitent pas à parler d'un risque de «problème de santé publique».

Conclusion

Le Conseil d'Etat est prié de répondre aux questions suivantes:

- Est-ce que l'art. 32 de la LEIS est appliqué correctement au sein de l'Hôpital du Valais?
- Quelles sont les raisons qui ont poussé à la création d'un conseil médical interne qui fait doublon avec le collège des médecins défini dans l'art. 32 de la LEIS?
- Est-ce que le département s'est assuré de la légalité et de la pertinence de ce conseil médical?
- Quelles mesures le département entend-il imposer à l'hôpital du Valais afin que celui-ci ne se voit pas dépouiller de ses accréditations?
- Le département entend-il intervenir afin de redonner la confiance légitime que chaque citoyen est en droit d'avoir en son hôpital?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber UDC, durch Cyrille Fauchère
Gegenstand Anwendung von Artikel 32 GKAI: Ärztekollegien der Spitalzentren
Datum 10.09.2019
Nummer 2.0292

Aktualität des Ereignisses

Am 2. September 2019 berichtete das Westschweizer Fernsehen RTS über Führungsprobleme im Spital Wallis.

Unvorhersehbarkeit

Die Mitglieder des Parlaments erfuhren aus der Presse von den vermutlichen Unzulänglichkeiten und zu keinem Zeitpunkt wussten alle darüber Bescheid.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Der Verlust einer Akkreditierung in der Chirurgie sowie interne und externe Kommunikationsprobleme könnten die Glaubwürdigkeit der Institution bei der Walliser Bevölkerung schwächen.

Die Medien haben über Führungsprobleme im Spital Wallis berichtet (vgl. auf Französisch <https://www.rts.ch/info/regions/valais/10680253--on-nivelle-par-le-bas-l-hopital-de-sion-denoncent-des-medecins.html>). Diese seien darauf zurückzuführen, dass Artikel 32 des Gesetzes über die Krankenanstalten und -institutionen (GKAI) nicht eingehalten werde.

Zur Erinnerung Artikel 32: Ärztekollegien der Spitalzentren

¹ An jedem Spitalzentrum wird ein Ärztekollegium für Kaderärzte geschaffen. Es umfasst Vertreter der niedergelassenen Ärzte. Sein Reglement wird vom Verwaltungsrat genehmigt.

² Es übt bei den Spitalzentrumsdirektionen und beim Verwaltungsrat eine beratende und informative Funktion aus.

Seine Zuständigkeiten betreffen die medizinische Strategie, die Qualitätspolitik, das medizinische Personal und die medizinisch-technischen Investitionen. Es sorgt für den Zusammenhalt der verschiedenen Bereiche des Spital Wallis und den Kontakt zu externen Partnern.

Eine angemessene Umsetzung dieses Artikels ermöglicht es den Kaderärzten, der Institution im Rahmen eines geeinten, dynamischen und engagierten Ärztekollegiums einen Mehrwert zu bieten.

Ärztliche Quellen haben der Presse anvertraut, dass Rückschritte und eine Abwärtsspirale im Spital Anlass zu Sorge geben. Es seien schlechte oder sogar falsche Entscheidungen getroffen worden, die jede Zukunftsvision im Keim ersticken.

Das derzeitige Problem scheint seinen Ursprung in einem Reglement des Ärztekollegiums zu haben, das, wie es die letzten vier Jahre zeigen, der Gesetzesgrundlage, das heisst Artikel 32 des GKAI, nicht ausreichend entspricht. Ein schlecht definierter interner medizinischer Rat ohne Gesetzesgrundlage führe zu Misstönen zwischen den Ärzten und der ärztlichen Direktion.

Gleichzeitig verlor das Spital kürzlich seine Akkreditierung für die Adipositaschirurgie, nachdem die Zahl der Eingriffe aufgrund der starken Konkurrenz massiv zurückgegangen ist.

Die Walliser Ärztegesellschaft äusserte Besorgnis, während das Departement für Gesundheit angibt, nichts darüber zu wissen. Einige Akteure sprechen sogar schon von einem Problem für die öffentliche Gesundheit.

Schlussfolgerung

Der Staatsrat wird gebeten, folgende Fragen zu beantworten:

- Wird Artikel 32 des GKAI im Spital Wallis korrekt umgesetzt?
- Aus welchen Gründen wurde ein interner medizinischer Rat geschaffen, was eine Doppelspurigkeit zum Ärztekollegium gemäss Artikel 32 GKAI schafft?
- Hat das Departement die Gesetzmässigkeit und Angemessenheit dieses medizinischen Rates geprüft?
- Welche Massnahmen gedenkt das Departement dem Spital Wallis vorzuschreiben, um zu verhindern, dass ihm weitere Akkreditierungen entzogen werden?
- Gedenkt das Departement zu handeln, um das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in das Spital wiederherzustellen?

RESOLUTION URGENTE

Auteur Les Verts, par Thierry Largey et Céline Dessimoz
Objet Démission du chef du SEN, pour une transparence totale
Date 10.09.2019
Numéro 7.0122

Actualité de l'événement

Fin juin dernier, la presse se faisait écho de la démission de M. Joël Rossier, chef de service du SEN (en date du 17 juin 2019). On apprenait en août que M. Rossier avait adressé à la COGEST, à l'inspection cantonale des finances (IF), voire au Conseil d'Etat (ce que celui-ci conteste) un rapport de «plusieurs dizaines de pages» dénonçant apparemment des dysfonctionnements au sein du DMTE. Peu de temps après, le chef de service été libéré de ses obligations professionnelles par le Conseil d'Etat. Plus récemment encore, la presse révèle qu'un premier rapport de 22 pages a été transmis à l'ancienne présidente de la COGEST, en mars 2018 déjà. Plusieurs organes de presse ont en outre saisi le préposé cantonal à la protection des données afin d'avoir accès au rapport transmis par M. Rossier en 2019 et une procédure de médiation est en cours actuellement. Tous ces faits avérés sont d'une actualité brûlante.

Imprévisibilité

La démission du chef du service du SEN, trois ans après sa nomination, n'était pas prévisible. N'étaient pas non plus (et principalement) prévisibles les circonstances de cette démission et les développements exceptionnels qui en ont suivi : transmission d'un rapport relatif à des dysfonctionnements au sein d'un département cantonal à plusieurs autorités cantonales, libération des obligations professionnelles de M. Rossier avant le terme de ses activités, révélation d'un premier rapport transmis en 2018 déjà, absence de réaction de la COGEST jusqu'à présent. Aucune de ces situations ne pouvait être prédite.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La situation exceptionnelle qui découle de la transmission, par M. Rossier, de deux rapports concernant de potentiels dysfonctionnements au sein du DMTE, touchant peut-être à la pollution au mercure, exige que le Grand conseil se prononce sans le moindre délai sur la nécessité de donner accès aux rapports transmis par le chef de service du SEN en 2018 et en 2019. La nécessité d'une réaction immédiate est justifiée non seulement par le besoin de clarifier dans les plus brefs délais la situation et éviter que les rumeurs n'emportent sur la réalité, mais également afin d'éviter que l'accès ne soit imposé par le préposé ou une autre autorité.

La presse a fait état de la démission du chef du service cantonal de l'environnement, Monsieur Joël Rossier, en juin dernier. Elle a révélé qu'il avait été libéré de son obligation de travailler avec effet immédiat. Les relations de travail ne pourraient apparemment plus être considérées comme adéquates, après que Monsieur Rossier ait adressé un rapport de «huitante pages» aux autorités de surveillance que sont l'Inspection cantonale des finances et la COGEST; l'affaire du mercure serait apparemment concernée. Très récemment, on a appris qu'un premier rapport de 22 pages avaient été adressé à l'ancienne présidente de la COGEST, en mars 2018; celui-ci évoquait apparemment déjà les dysfonctionnements en cause.

Personne ne pourrait sincèrement imaginer qu'un chef de service démissionnaire prenne le temps de rédiger des dizaines de pages pour des questions de moyens alloués au service, et être mis à l'écart pour cela. Il est à craindre que les documents en cause aient une portée bien plus préoccupante. Si tel n'est pas le cas, tant mieux; si au contraire les griefs formulés devaient revêtir une certaine gravité, il est nécessaire que les élues et les élus valaisans en soient immédiatement informés. Plus généralement, il est de même nécessaire que la population le soit; lorsqu'il s'agit du SEN, c'est sa santé et son bien être qui est potentiellement en jeu.

La pollution au mercure a suffisamment souffert des soupçons, des rumeurs et des cachotteries; pour le bon fonctionnement de notre Etat, il est inutile d'en rajouter. L'expérience passée nous le rappelle; la transparence est nécessaire et permet de focaliser les énergies sur les solutions plutôt que sur la manière de retenir l'information ou la rendre « plus digeste » pour la population valaisanne. Celle-ci digère très bien; elle est suffisamment mature pour être complètement

informée et faire la part des choses. Au demeurant, il serait naïf de penser que les documents en question, ou leur contenu, ne soient pas portés un jour à la connaissance de toutes et tous. Les Verts souhaitent ainsi éviter que la situation ne s'envenime de plus et que l'on en vienne à oublier l'essentiel : la préservation des intérêts des citoyennes et citoyens valaisans et la correction des éventuels dysfonctionnements au sein du DMTE. Il s'agit alors d'être transparent, proactif et pragmatique.

Dit autrement, le droit d'accès à ces documents officiels doit être garanti. Pour les Verts, il importe que l'administration cantonale garde la main sur la communication en rendant ces rapports publics de sa propre initiative et non pas sur une possible injonction d'une autre autorité. Cette demande s'inscrit dans la poursuite de l'objectif fixé à l'art. 1 al. 2 let. a LIPDA: «assurer la transparence des activités des autorités afin de favoriser la libre formation de l'opinion publique et la participation à la vie publique». Elle repose sur l'art. 12 al. 1 LIPDA prévoyant un droit d'accès aux documents officiels. En l'espèce, les documents transmis par Monsieur Rossier sont « officiels » au sens de l'art. 3 al. 2 LIPDA et aucun intérêt prépondérant ne saurait s'opposer à leur accès.

En particulier, cet accès n'interfère aucunement avec le travail de haute surveillance que la COGEST et l'IF ont exercée et exercera. Celui-ci est fondamental et doit être poursuivi jusqu'à son terme avec tout le sérieux habituel; il ne doit toutefois pas être une «excuse» pour se soustraire à une nécessaire transparence. La transparence est ici même nécessaire au bon travail de ces autorités. Dès lors que le parlement et la population valaisanne aura connaissance des faits et des griefs exposés par M. Rossier, elle pourra mieux comprendre et apprécier les conclusions que prendront les autorités de surveillance; toute risque de suspicion peut être ainsi écarté. Il n'y a ainsi pas lieu de différer le droit d'accès.

Conclusion

Dans ces circonstances et pour éviter les supputations et les soupçons de tous genres, le groupes des Verts demande que le Grand conseil se prononce en faveur d'un accès immédiat à l'intégralité des rapports transmis aux autorités cantonales en 2018 et 2019, par M. Joël Rossier. Avant d'être rendus publics, il va de soi que ces rapports doivent être préalablement caviardés afin de respecter les règles en matière de protection des données. Il s'agit, avant d'entreprendre tout autre démarche administrative, d'informer d'exposer les faits à l'ensemble des parlementaires et à la population; il s'agit également d'éviter que ce droit d'accès ne soit imposé par d'autres autorités.

DRINGLICHE RESOLUTION

Urheber Les Verts, durch Thierry Largey und Céline Dessimoz
Gegenstand Kündigung des Chefs der DUW: für vollständige Transparenz
Datum 10.09.2019
Nummer 7.0122

Aktualität des Ereignisses

Ende Juni sorgte die Kündigung (am 17. Juni 2019) des Chefs der Dienststelle für Umwelt (DUW), Joël Rossier, für Schlagzeilen. Im August wurde bekannt, dass Joël Rossier der Geschäftsprüfungskommission (GPK), dem kantonalen Finanzinspektorat (KFI) und sogar dem Staatsrat (was dieser bestreitet) einen Dutzende Seiten umfassenden Bericht zugestellt hat, in dem Missstände beim DMRU angeprangert werden. Kurz darauf hat der Staatsrat den betreffenden Dienstchef freigestellt. Unlängst hat die Presse darüber berichtet, dass bereits im März 2018 ein erster 22-seitiger Bericht an die damalige Präsidentin der GPK übermittelt wurde. Überdies haben sich mehrere Presseorgane an den kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten gewendet, um Zugang zum Bericht zu erhalten, den Joël Rossier 2019 übermittelt hat. Diesbezüglich ist ein Mediationsverfahren im Gange. Alle diese erwiesenen Tatsachen sind brandaktuell.

Unvorhersehbarkeit

Die Kündigung des Chefs der DUW drei Jahre nach seiner Ernennung war unvorhersehbar. Erst recht nicht vorhersehbar waren die Umstände dieser Kündigung und die sich daraus ergebenden aussergewöhnlichen Entwicklungen: Übermittlung eines Berichts über Missstände in einem kantonalen Departement an mehrere Kantonsbehörden, Freistellung von Joël Rossier vor Ablauf seiner Kündigungsfrist, Aufdeckung eines ersten bereits 2018 übermittelten Berichts, bisher ausgebliebene Reaktion vonseiten der GPK. Nichts davon war vorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Ausnahmesituation infolge der Übermittlung von zwei Berichten durch Joël Rossier betreffend allfällige Missstände beim DMRU, die sich allenfalls auch auf die Bewältigung der Quecksilberschmutzung ausgewirkt haben, erfordert, dass der Grosse Rat unverzüglich über die Notwendigkeit befindet, Zugang zu den Berichten zu gewähren, die der Chef der DUW in den Jahren 2018 und 2019 übermittelt hat. Eine umgehende Reaktion oder Massnahme ist unabdingbar, einerseits um die Situation schnellstmöglich zu klären und Gerüchte im Keim zu ersticken und andererseits um zu vermeiden, dass der Zugang zu den Dokumenten vom Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten oder einer anderen Behörde angeordnet wird.

Die Kündigung des Chefs der kantonalen Dienststelle für Umwelt (DUW), Joël Rossier, hat im vergangenen Juni für Schlagzeilen gesorgt. Es wurde auch darüber berichtet, dass er mit sofortiger Wirkung freigestellt wurde. Offensichtlich war eine angemessene Zusammenarbeit nicht mehr möglich, nachdem Joël Rossier einen 80-seitigen Bericht an die Aufsichtsbehörden, also das kantonale Finanzinspektorat und die Geschäftsprüfungskommission, übermittelt hatte. Darin soll es auch um die Quecksilberaffäre gehen. Unlängst haben wir erfahren, dass ein erster 22-seitiger Bericht im März 2018 an die damalige Präsidentin der GPK übermittelt wurde. In diesem Bericht soll bereits von den fraglichen Missständen die Rede gewesen sein.

Niemand konnte sich ernsthaft vorstellen, dass ein abtretender Dienstchef sich die Zeit nehmen würde, einen Dutzende Seiten umfassenden Bericht über fehlende Ressourcen der Dienststelle zu verfassen und er aus diesem Grund freigestellt würde. Es ist zu befürchten, dass die fraglichen Dokumente eine weitaus besorgniserregendere Tragweite haben. Sollte dies nicht der Fall sein, umso besser. Sollte es hier allerdings um schwerwiegende Missstände gehen, dann müssen die Walliser Abgeordneten umgehend informiert werden. Ganz allgemein müssen auch die Walliserinnen und Walliser informiert werden, da sich die DUW mit Themen befasst, welche die Gesundheit und das Wohlergehen der Bevölkerung betreffen.

Im Zusammenhang mit der Quecksilberschmutzung hat es schon mehr als genug Verdächtigungen, Gerüchte und Geheimniskrämerei gegeben – unser Staat braucht wahrlich nicht noch mehr davon. Die Erfahrung hat uns gelehrt, wie wichtig Transparenz ist. Dank ihr kann man sich auf die Lösungen konzentrieren anstatt auf die Art und Weise, wie die Information

zurückgehalten oder der Walliser Bevölkerung möglichst schonend beigebracht werden kann. Die Walliser Bevölkerung ist reif genug, um umfassend informiert zu werden und sich ein eigenes Bild zu machen. Im Übrigen wäre es blauäugig zu denken, dass die fraglichen Dokumente oder ihr Inhalt nicht sowieso früher oder später an die Öffentlichkeit gelangen. Die Grünen wollen so verhindern, dass sich die Situation weiter zuspitzt und wir das Wesentliche aus den Augen verlieren: die Wahrung der Interessen der Walliser Bürgerinnen und Bürger und die Behebung allfälliger Missstände beim DMRU. Es geht darum, transparent, proaktiv und pragmatisch zu sein.

Mit anderen Worten, das Recht auf Zugang zu diesen amtlichen Dokumenten muss gewährleistet werden. Für die Grünen ist es wichtig, dass die Kantonsverwaltung die Kontrolle über die Kommunikation behält, indem sie diese Berichte aus eigenem Antrieb und nicht auf Geheiss einer anderen Behörde veröffentlicht. Diese Forderung steht im Einklang mit der in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe a des Gesetzes über die Information der Öffentlichkeit, den Datenschutz und die Archivierung (GIDA) festgelegten Zielsetzung: «Gewährleistung der Transparenz der Tätigkeiten der Behörden, um so die freie Meinungsbildung und die Teilnahme am öffentlichen Leben fördern». Zudem stützt sie sich auf Artikel 12 Absatz 1 GIDA, in dem das Recht auf Zugang zu amtlichen Dokumenten verankert ist. Bei den von Joël Rossier übermittelten Dokumenten handelt es sich denn auch um «amtliche» Dokumente im Sinne von Artikel 3 Absatz 2 GIDA und dem Zugang zu diesen Dokumenten steht kein überwiegendes Interesse entgegen.

Insbesondere behindert dieser Zugang in keiner Weise die Oberaufsicht, welche die GPK und das KFI ausgeübt haben und auch weiterhin ausüben werden. Diese Oberaufsicht ist von grundlegender Bedeutung und muss auch weiterhin mit der üblichen Rigorosität ausgeübt werden. Sie darf allerdings kein Vorwand sein, um die nötige Transparenz zu verwehren. Im vorliegenden Fall ist die Transparenz für die gute Arbeit dieser Behörde sogar nötig. In Kenntnis der von Joël Rossier dargelegten Tatsachen und Kritikpunkte werden das Parlament und die Walliser Bevölkerung die Schlussfolgerungen der Aufsichtsbehörden besser verstehen und nachvollziehen können, was allfälligen Verdächtigungen und Mutmassungen jegliche Grundlage entzieht. Der Zugang muss also umgehend gewährt werden.

Schlussfolgerung

Unter diesen Umständen und um Spekulationen und Verdächtigungen jeglicher Art zu vermeiden, fordert die Grüne Fraktion den Grossen Rat auf, sich für den sofortigen Zugang zu sämtlichen Berichten auszusprechen, die Joël Rossier in den Jahren 2018 und 2019 an die Kantonsbehörden übermittelt hat. Vor ihrer Veröffentlichung müssen diese Berichte selbstverständlich anonymisiert werden, um den Schutz der Personendaten zu gewährleisten. Es geht darum, das Parlament und die Bevölkerung zu informieren, bevor weitere administrative Schritte unternommen werden. Überdies muss vermieden werden, dass dieser Zugang von anderen Behörden angeordnet wird.